



PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# RAPPORT D'ACTIVITÉ **2024**

des services de l'État dans la Haute-Vienne

DÉCOUVRIR



DÉCOUVRIR LE  
RAPPORT D'ACTIVITÉ →



Aménagement du territoire



Protection et sécurité



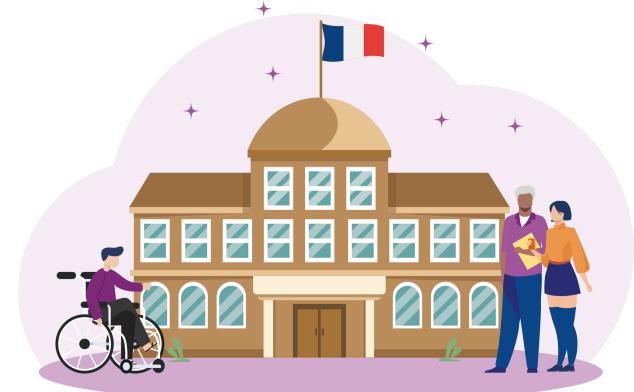
Vie citoyenne et engagement



Économie et emploi



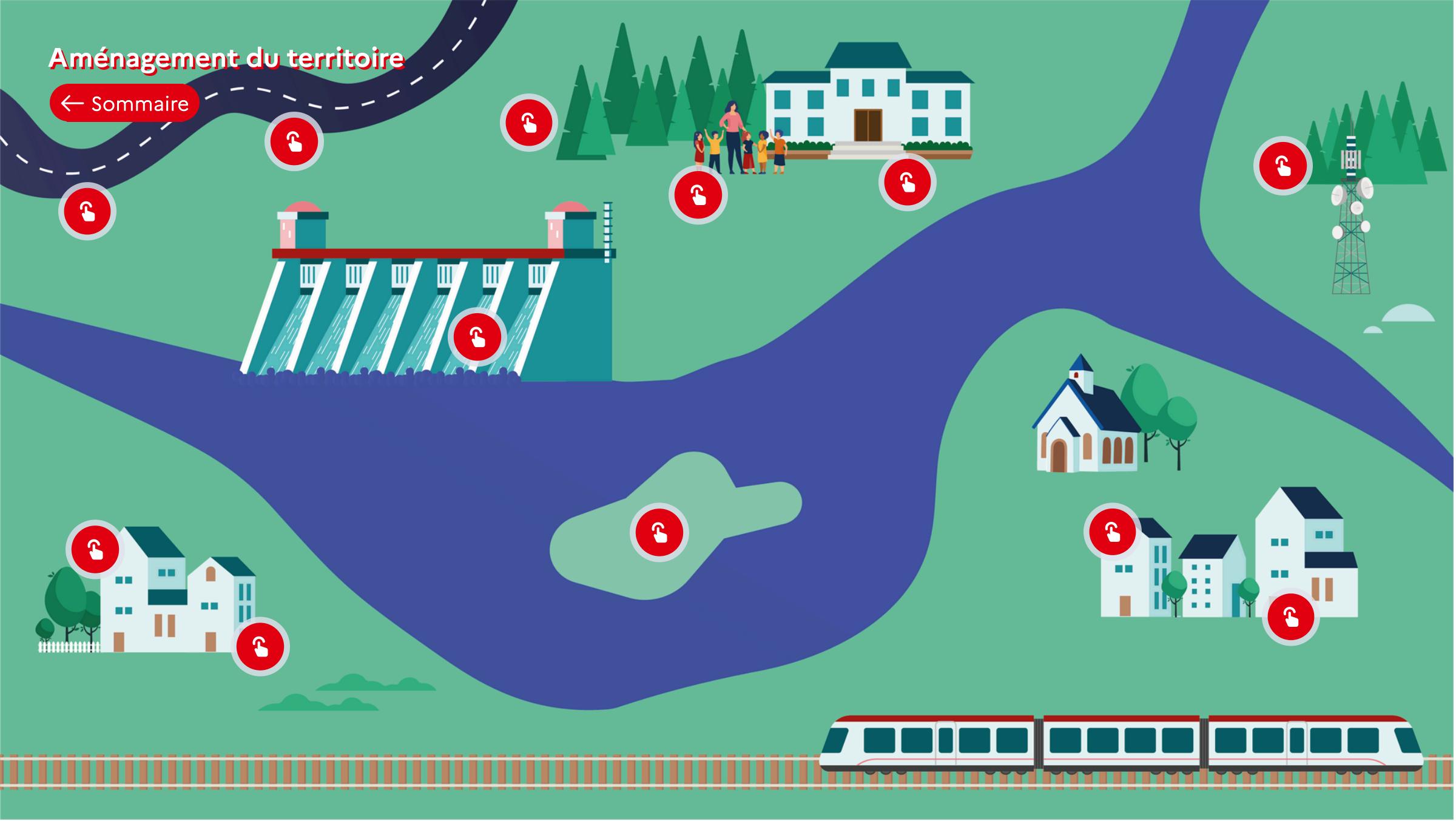
Cohésion sociale



État exemplaire

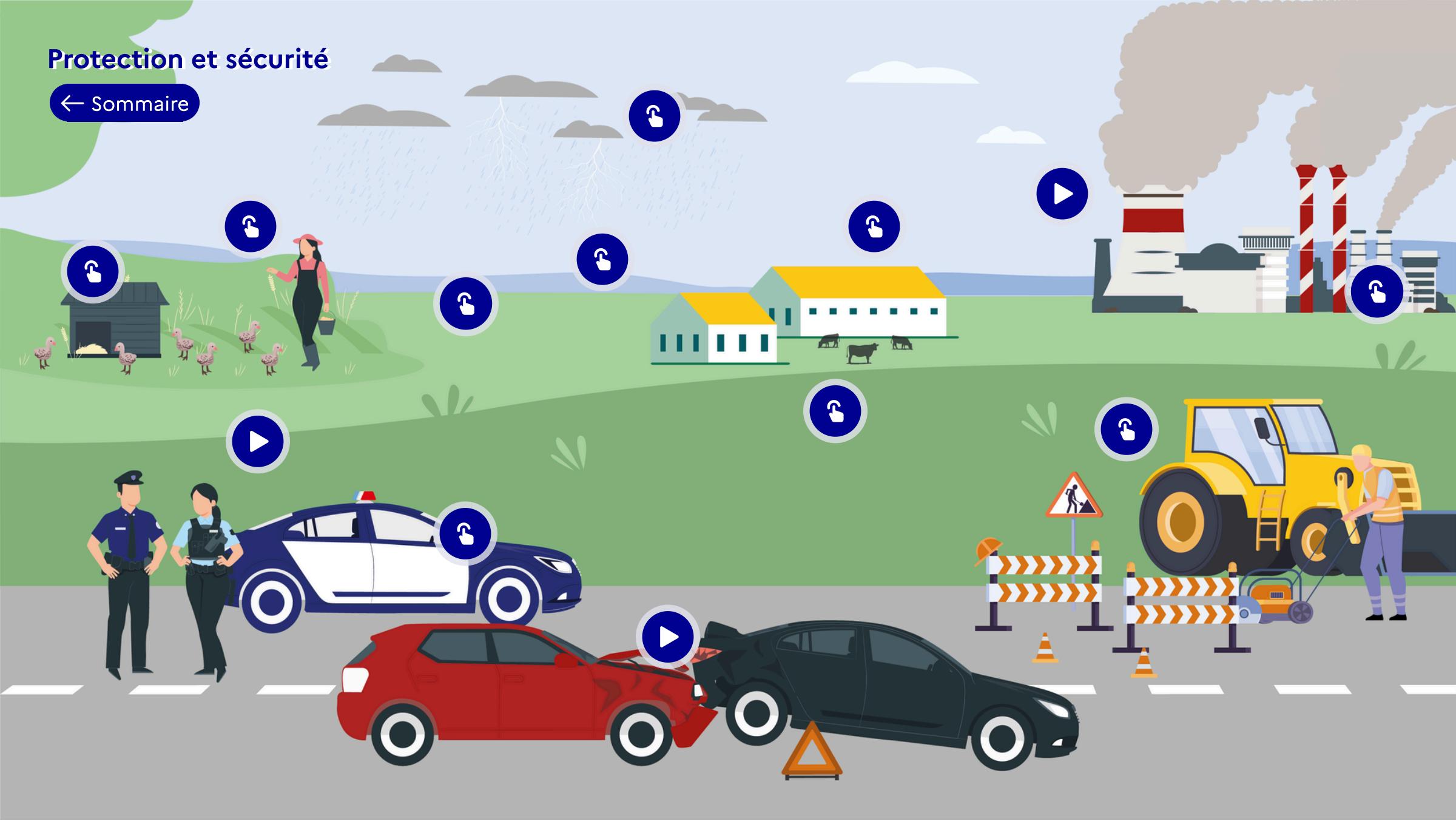
## Aménagement du territoire

← Sommaire



# Protection et sécurité

← Sommaire



# Vie citoyenne et engagement

← Sommaire



## Économie et emploi

← Sommaire



# Cohésion sociale

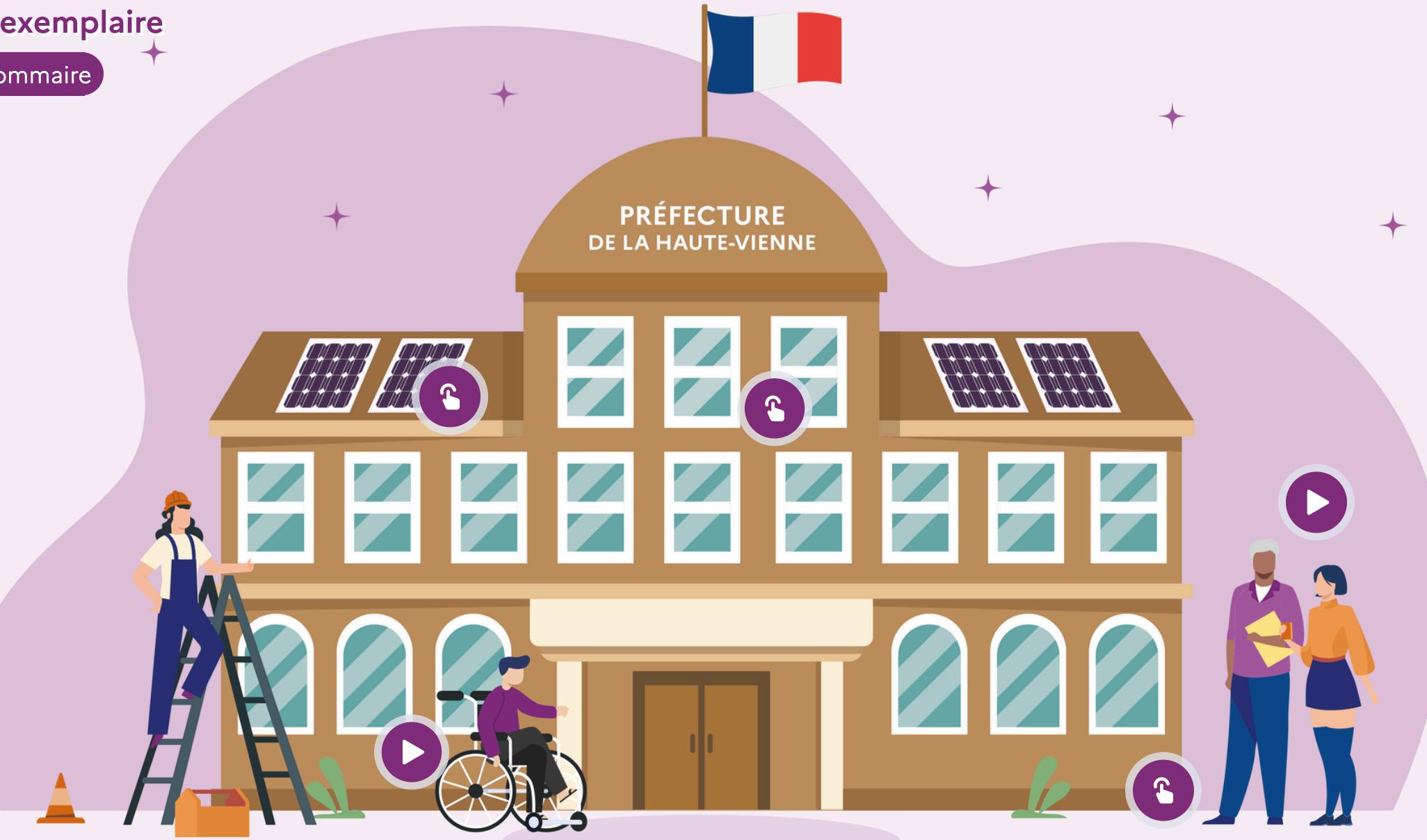
← Sommaire



# État exemplaire

← Sommaire

## PRÉFECTURE DE LA HAUTE-VIENNE



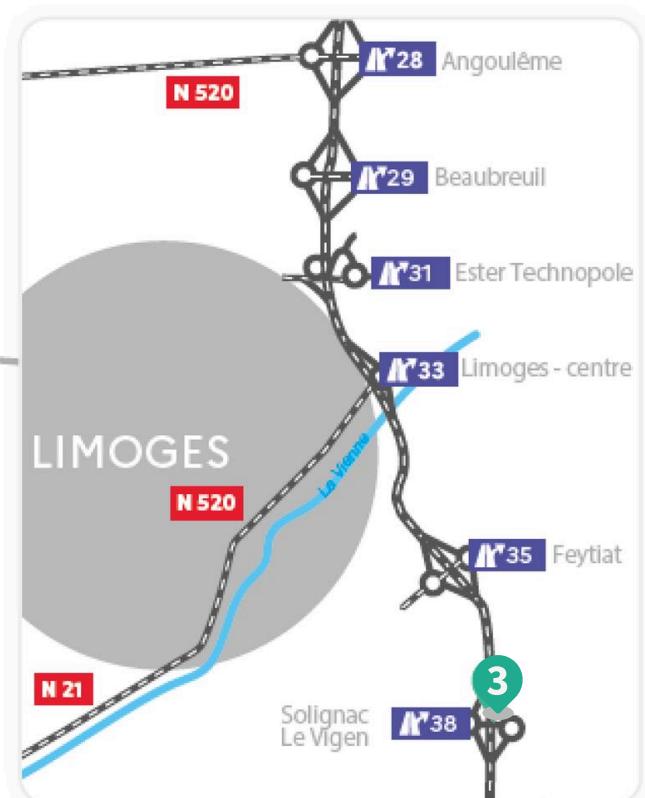


# Les investissements routiers de l'État en Haute-Vienne

Cliquez sur les numéros pour afficher le détail et le montant des travaux :



Zoom sur les travaux



X



# 250 000 €

2 semaines de travaux  
d'aménagement du talus sous  
l'ouvrage de la Glane

Mai - Juin

X



**100 000 €**

Mise en circulation du créneau de  
dépassement de Chamboret

Juillet

X



**339 000 €**

2 semaines de travaux de réfection de  
chaussées sur 1,2 km

Juin

X



**200 000 €**

Travaux d'assaisissement

Juin - Juillet



## Réparation d'une voie de circulation

Sur l'A20 à Saint-Hilaire-Bonneval, dans le sens nord-sud, une voie de circulation est neutralisée depuis l'orage survenu dans la nuit du 17 au 18 septembre.



Dégâts

**3 000**

m<sup>3</sup> de matériaux partis



Coût

**1,4**

million en 3 mois



Délai de réparation

**septembre**  
à  
**février 2024**



Moyens mobilisés

**10**

ouvriers par jour sur 5 mois

X



# 400 000 €

Travaux de réfection des chaussées sur  
1,5 km. Circulation sous alternat

Septembre

X



# 350 000 €

4 semaines de travaux. Création de  
glissières en béton armé sur le pont  
de Géroux

Juin - Juillet

X



**384 000 €**

Travaux de réfection de chaussées

Avril

X



# 115 000 €

3 semaines de travaux d'aménagement  
contre les prises en contresens sur  
l'échangeur n°66 « Oradour-sur-Glane »

Mai - Juin

X



# 100 000 €

Création d'une zone de  
stationnement pour les poids-lourds -  
aire de la Jalette

Second semestre

X



**2 600 000 €**

Travaux d'assainissement à Bonnac-la-Côte

Août - Octobre

X



# 115 000 €

3 semaines de travaux  
d'aménagement contre les prises en  
contre-sens sur l'échangeur n°38 «  
Solignac - Le Vigen »

Mai - Juin

X



**275 000 €**

Réfection du mur de Boisjelone

Second semestre

X



**510 000 €**

Travaux de réfection de chaussée sur  
1 km à Bellac

Avril

X



# 1 220 000 €

4 semaines de travaux de réfection de  
chaussées sur 2,3 km - déviation de  
Bellac

Septembre

X



**160 000 €**

Mise en conformité des bassins

Second semestre

X



X



**405 000 €**

Travaux de finition à Saint-Hilaire-  
Bonneval

Avril



## Investissements routiers - le quiz

Quelle était la cause des réparations de la voie de circulation neutralisée sur l'A20, à Saint-Hilaire-Bonneval ?

Un orage

Un accident

Un tremblement de terre

Un incendie

Send



## Accompagnement des projets des collectivités

En 2024, le soutien financier de l'État auprès des collectivités locales du département de la Haute-Vienne s'est illustré à travers :

DOTATION GLOBALE  
DE  
FONCTIONNEMENT

**173 418 126 €**



FONDS DE  
COMPENSATION  
POUR LA TVA

**31 746 115 €**



DOTATION  
DÉDIÉE AUX COMMUNES  
NOUVELLES

**55 541 €**

SOUTIEN AUX COMMUNES  
PROTECTION BIODIVERSITÉ  
ET VALORISATION AMÉNITÉS  
RURALES

**694 632 €**



DOTATION ÉLU  
LOCAL

**559 916 €**



# En 2024

I'État a redistribué, à travers l'ensemble des dotations, fonds de péréquation et dispositifs de fiscalité, à destination des collectivités locales, une partie de ses recettes à hauteur de **978,5 millions d'euros**, soit une hausse de 19,50 % par rapport à 2023.



X

## Dotation élu local

**559 916 €**

soit + 11,20% par rapport à 2023

en vue d'améliorer les conditions d'exercice des  
mandats locaux.

X

**Dotation de soutien aux communes  
pour la protection de la biodiversité et  
pour la valorisation des environnements  
ruraux**

**694 632 €**

**soit + 282,40% par rapport à 2023**

en raison de la poursuite du mouvement de  
verdissement des concours financiers de l'État.

X

## Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA)

**31 746 115 €**

soit + 6,50% par rapport à 2023

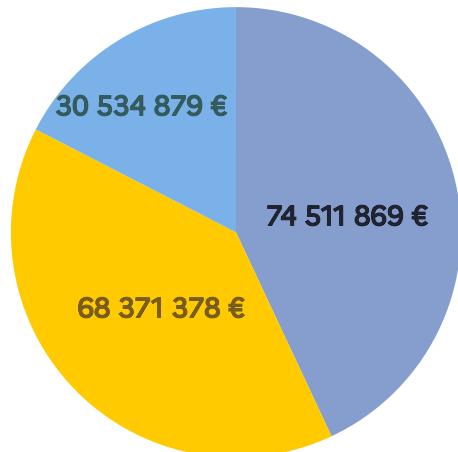
Principale aide de l'État aux collectivités locales  
en matière d'investissement.

## Dotation globale de fonctionnement (DGF)

**173 418 126 €**

soit + 0,60% par rapport à 2023

en faveur du bloc communal et des dotations de péréquation<sup>(1)</sup>, à l'image de la dynamique souhaitée par le gouvernement depuis 2023.



● DGF des communes

● DGF du département

● DGF des EPCI<sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> Le comblement des déficits d'exploitation d'une activité par les excédents d'exploitation d'autres activités.

<sup>(2)</sup> Établissements Publics de Coopération Intercommunale



## Accompagnement des projets des collectivités - le quiz

Le montant des aides est-il...

En baisse par rapport à 2023

En hausse par rapport à 2023

Les deux, tout dépend de la dotation

Send

# Atelier territorial

Un accompagnement de proximité

La DETR, **dotation d'équipement des territoires ruraux**, est attribuée par le préfet de département pour aider les collectivités locales à la réalisation de projets d'investissements.

Pour faciliter leurs démarches administratives, maires et présidents de communautés de commune de Rochechouart ont été invités à un **atelier territorial** suivi d'un buffet local qui a permis de clôturer l'événement dans la convivialité.



Des aides financières sur l'arrondissement de Rochechouart



## Des échanges constructifs et conviviaux

**1,2M€**

pour les collectivités locales  
de l'arrondissement de  
Rochechouart



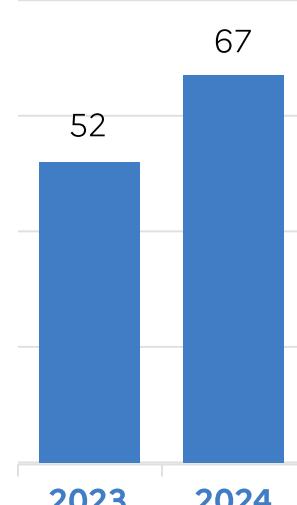
## Chiffres clés



X

## Chiffres clés

41 participants à l'atelier du 26 novembre 2024



Dossiers déposés\*

\*dossiers de demande de subvention

X





## Atelier territorial - le quiz

Qui attribue la DETR aux communes ?

Le maire

Le président

Le ministre des Finances

Le préfet

Send



# Réunion interdépartementale du Réseau Planif'Territoires

S'approprier la trajectoire de sobriété foncière pour un urbanisme en transition

Le 10 octobre 2024, la direction départementale des territoires a organisé une réunion plénière du réseau Planif'Territoires.

**Plusieurs sujets ont été abordés au cours de cette journée :**



Renaturation et nature en ville dans la stratégie d'aménagement des territoires



Optimisation des zones de commerces et d'activités



Réflexion sur l'urbanisme pour un cadre de vie plus qualitatif



**95**

élus, techniciens des collectivités territoriales, bureaux d'études et partenaires locaux





# La nature en ville

Présentation par Christophe Andres de

**l'étude « Renaturer »** 

par la fédération des SCOT\*

Intervention de Florence Drouy sur la

**politique nationale de  
la nature en ville** 

Production par Eszter Czobor d'une série de

**fiches sur la qualité paysagère  
des lisières villageoises** 

\*Schéma de cohérence territoriale



# Devenir et optimisation des zones de commerces et d'activité

Rédaction par David Lestoux du  
**rapport national sur les centres-villes**

ayant servi de base au dispositif Cœur de ville

Soutien de Pierre-Cécil Brasseur pour la  
**définition et redynamisation des « lieux de l'économie »**

avec le conseil des collectivités locales



# Réunion interdépartementale du Réseau Planif'Territoires - le quiz

Quels sujets ont été abordés lors de cette réunion ?

You can select more than one answer

Optimisation des zones de commerce

Renaturation

Dénaturation pour développer des zones de commerce et d'activité

Optimisation des espaces verts

Send



# Conforter le réseau des aires protégées par la déclinaison de la SNAP

Déclinée en plans d'actions triennaux (2022-2024, 2025-2027 et 2028-2030), la **stratégie nationale pour les aires protégées** renforce la **gestion** et **l'intégration territoriale** des sites protégés et en crée de nouveaux.

## Objectifs :



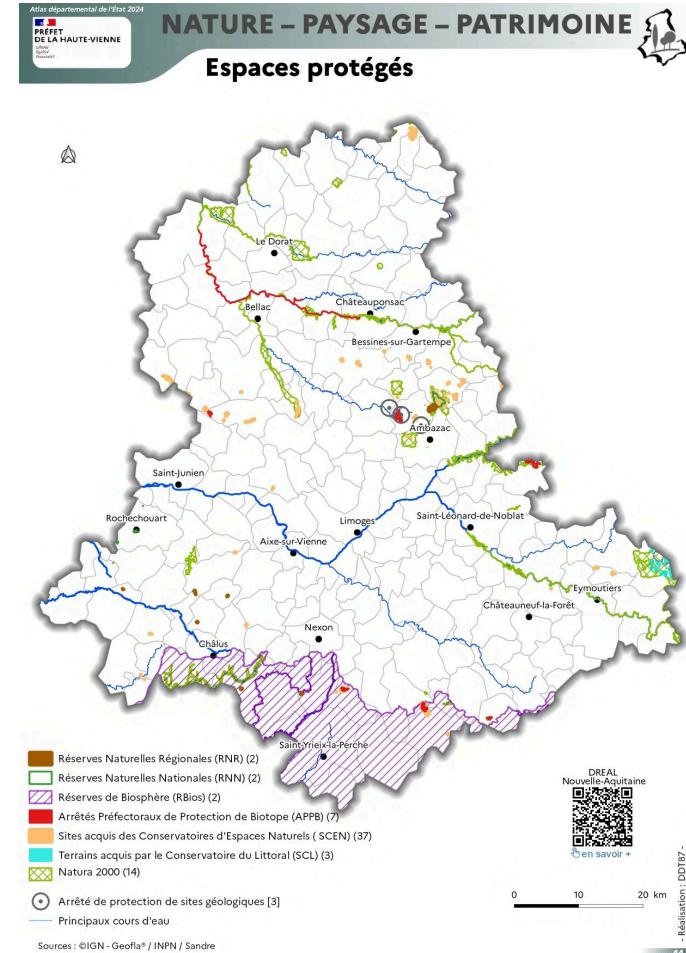
Placer **30%** du territoire national dont un tiers **sous protection forte comme aire protégée**



**Doubler la surface d'espaces naturels protégés** sous maîtrise foncière, réglementaire ou d'usage sur le territoire régional



En 2024

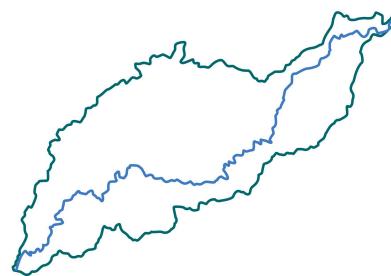


\*Stratégie pour les aires protégées

Déjà en 2023, le projet d'arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) a été présenté aux collectivités et aux principales structures locales, ainsi qu'aux propriétaires, aux forestiers et aux agriculteurs.

## En 2024 plusieurs projets ont été lancés en Haute-Vienne

### APPB pour le bassin de la Dronne



### APPB pour la réserve naturelle nationale du sud de la Haute-Vienne



### APPB pour la réserve naturelle régionale de la Vallée de la Vienne

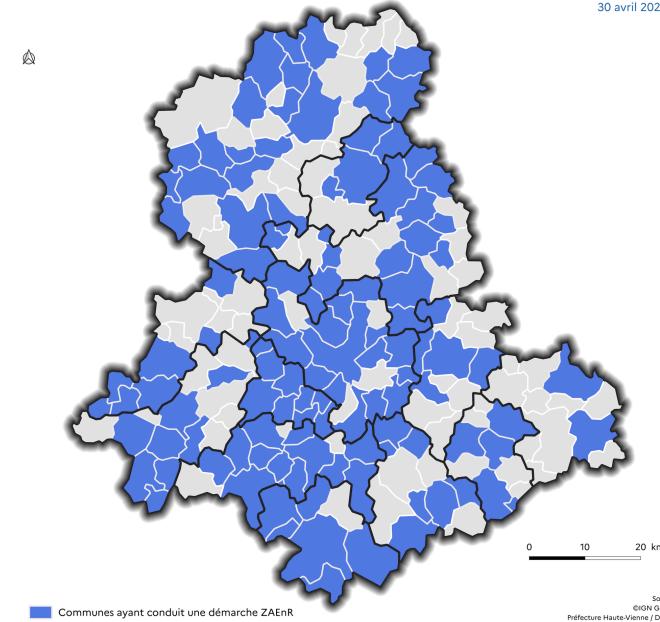


# Accompagner la transition énergétique du territoire avec les zones d'accélération d'énergies renouvelables

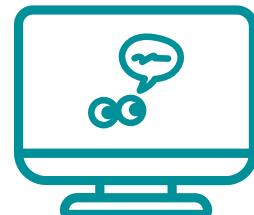
La sous-préfète de Bellac, référente préfectorale unique et la direction départementale des territoires ont poursuivi ce processus initié en 2023, accompagnant les collectivités dans leurs démarches d'élaboration de **zones d'accélération d'énergies renouvelables** (ZAEnR).

La loi APER\* du 10 mars 2023 fait de la **planification territoriale une disposition majeure** et remet les communes au cœur du dispositif.

i



**1 Webinaire**



**2** arrêtés préfectoraux dressant la liste des communes ayant identifié des ZAEnR sur leur territoire



**Chiffres clés**



**Cartographie des communes avec arrêté ZAEnR en 2024**



\*Loi relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables

X

## Chiffres clés



**124**

communes  
concernées (1/3 de la  
Haute-Vienne)



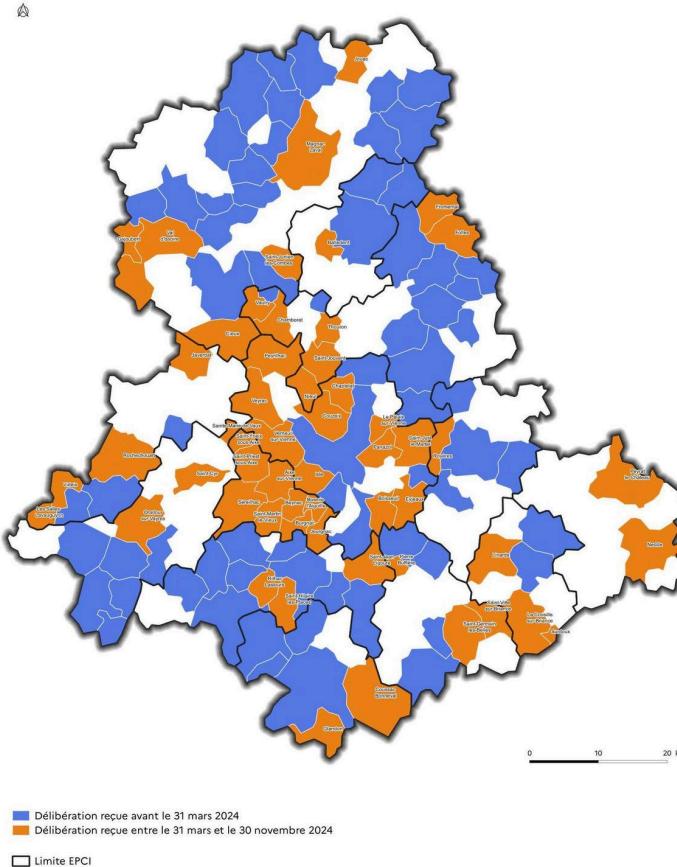
**3e rang**

des départements les plus  
mobilisés à l'échelle régionale

!



**ANNEXE 2:**  
Cartographie des communes concernées par des ZAEnR et bilan qualitatif au 30/11/2024



Les éléments cadastrés ou par commune peuvent être obtenus sur demande auprès de la direction départementale des territoires de la Haute-Vienne à l'adresse : [dtt-directeur@haute-vienne.gouv.fr](mailto:dtt-directeur@haute-vienne.gouv.fr)

Sources:  
État des lieux  
Données DDTI\*

\*Réalisé le 09/12/2024



## Accompagner la transition énergétique du territoire avec le ZAEnR - le quiz

À quel rang s'élève la Haute-Vienne parmi les départements les plus mobilisés ?

3e

2e

1e

Send

# Accompagnement au développement territorial de l'arrondissement de Bellac

En 2024, l'arrondissement de Bellac a renforcé son engagement pour la transition écologique et le développement rural. **2 contrats pour la réussite de la transition écologique** (CRTE) ont structuré l'action locale avec les intercommunalités. **2 communes** ont été labellisées "**Villages d'avenir**" et une subvention a été accordée.

## 2 CRTE

dont les projets territoriaux identifiés dans les CRTE permettent au territoire de réaliser sa contribution à l'atteinte de la planification écologique régionale.

### Objectifs :



- Organiser l'action publique locale autour d'un projet de territoire
- Accélérer la transition écologique
- Acccompagner les projets locaux

2 COMMUNES  
LABELLISÉES

Villages d'avenir



SUBVENTIONS  
ACCORDÉES

1 828 589,65 €

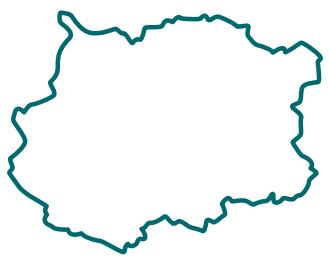


X

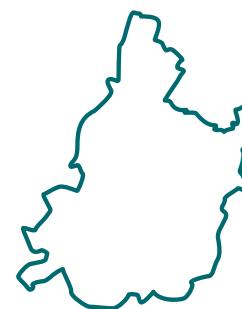
## Village d'avenir

2 communes labellisées

Saint-Sulpice-les-Feuilles



Magnac-Laval



Villages d'avenir vise à accompagner des communes rurales de moins de 3 500 habitants dans la réalisation de leurs projets de développement.



## Subventions accordées

Subventions accordées par le préfet sur proposition de la sous-préfète par l'intermédiaire de la DETR<sup>1</sup> et de la DSIL<sup>2</sup>

**73**

demandes de subventions  
d'investissement instruites

**50**

dossiers retenus

**36 572€**

montant moyen de  
subvention

**64%**

concernent la construction,  
l'extension, la réhabilitation et  
les grosses réparations

**20%**

concernent un projet de  
sécurisation de bâtiments  
ou d'ouvrages

**14%**

des projets ont un objectif  
de transition écologique

<sup>1</sup>DETR : dotation d'équipement des territoires ruraux

<sup>2</sup>DSIL : dotation de soutien à l'investissement local



# Accompagnement au développement territorial de l'arrondissement de Bellac - le quiz

## Quelles actions ont été mises en place ?

You can select more than one answer

Création de zones industrielles

Mise en œuvre des Contrats pour la Réussite de la Transition Écologique (CRTE)

Des subventions

Villages d'avenir

Send

# Prescription et contrôle des opérations d'archéologie

Le service régional de l'archéologie à la **Direction régionale des Affaires culturelles** prescrit et autorise les opérations d'archéologie. Elle en assure également le **contrôle scientifique et technique**. Ces opérations ont pour but **l'étude des vestiges du passé**. Elles sont encadrées par la loi et contrôlées par l'État.

## Opérations réalisées :

-  Mise au jour des terrasses constituant la ville de Limoges dans l'Antiquité et d'architectures de riches domus (rue du Pont Saint-Martial) 
-  Mur de scène du théâtre antique (entre le quai Saint-Martial et la rue de la Font Pinot près des bords de Vienne) 
-  Suivi des travaux de valorisation du secteur au nord-est de la cathédrale (voie antique, baptistère du haut Moyen Âge, église Saint-Jean) 
-  Connaissance des maisons à pan de bois de Limoges 



Fouille du cloître de l'abbaye de Grandmont à Saint-Sylvestre, fouille programmée par Philippe Racinet



X



@SRA

Riche domus antique, fouille préventive rue du Pont-Saint Martial,  
par l'INRAP\* et F. Devevey, Projet Limoges Métropole



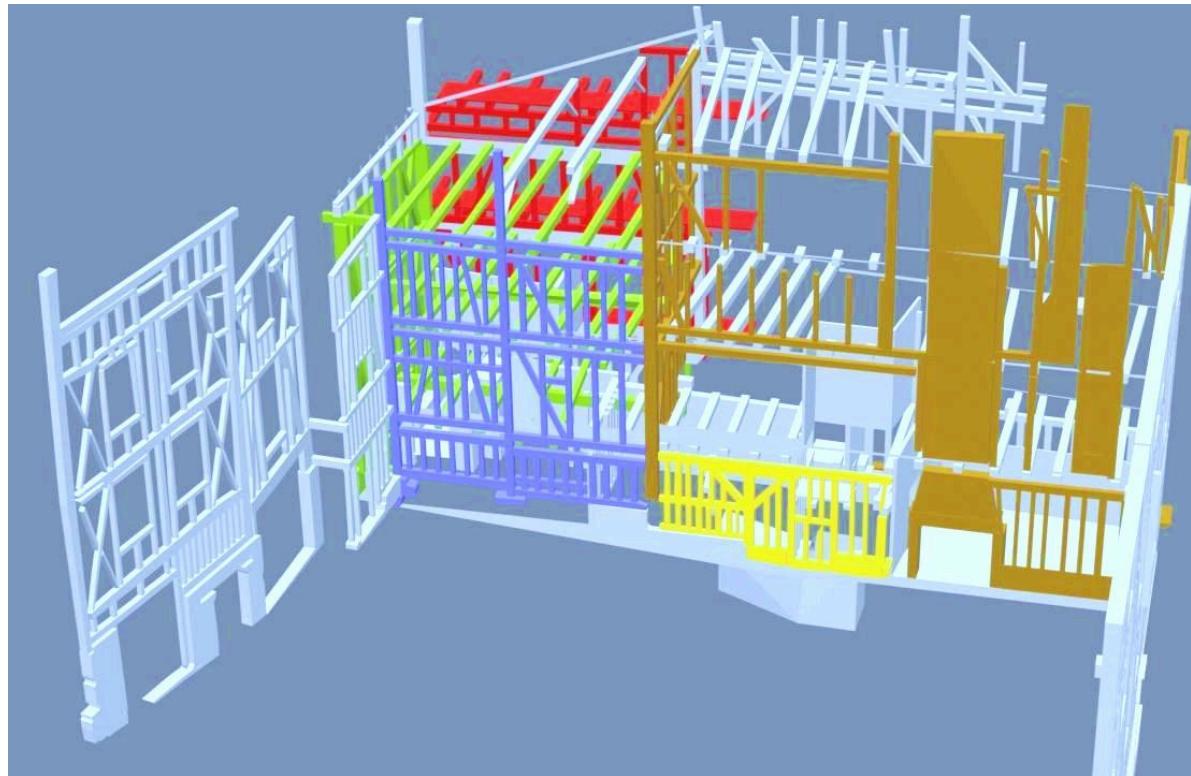
X



@SRA

Voie antique et murs du baptistère et de l'église Saint-Jean remis en valeur par la ville de Limoges, fouille préventive par l'INRAP et C. Maniquet, Projet ville de Limoges

X



Phases de construction d'une maison à pan de bois rue de la Boucherie, opération programmée par S.Paradis-Grenouillet (docs par P. Bessagnet et P. Bougart du SRA), Projet de recherche porté par Eveha, Géolab et le SRA

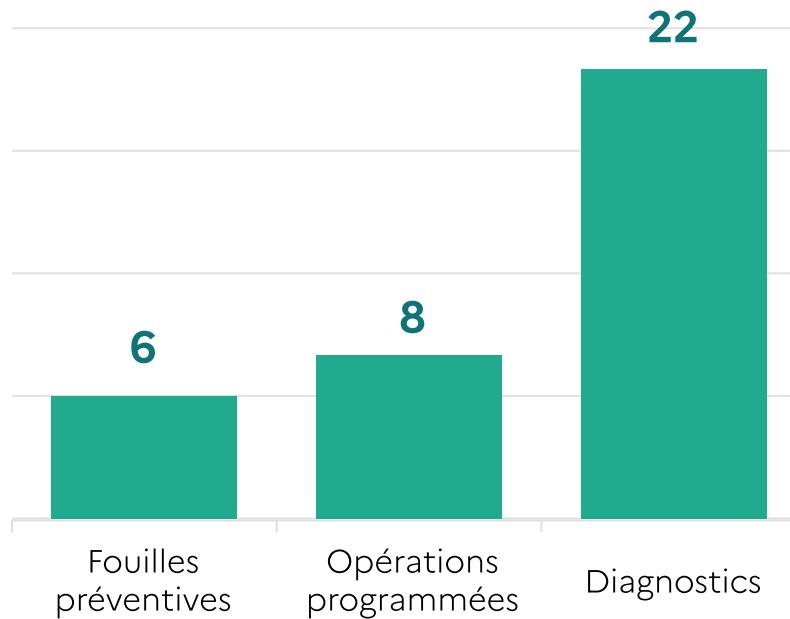
X



Mur de scène du théâtre antique, diagnostic effectué par l'INRAP,  
Projet Limoges Métropole

X

## Chiffres clés 2024



# Garantir la légalité des actes des collectivités territoriales

Le bureau de contrôle de légalité et de l'intercommunalité (BCLI) vérifie que les décisions officielles prises par les collectivités territoriales respectent les dispositions réglementaires et législatives en vigueur. Le BCLI remplit aussi une fonction de conseil auprès d'elles.



**37 991** actes reçus sur le département

dont



**35 255** actes télétransmis via une application

**5 140**

Actes prioritaires



**168**

Courriers émis



## Quelques exemples de demande :



Le conseil départemental de la Haute-Vienne a demandé si rejoindre le réseau chaleur de Limoges-centre était légal



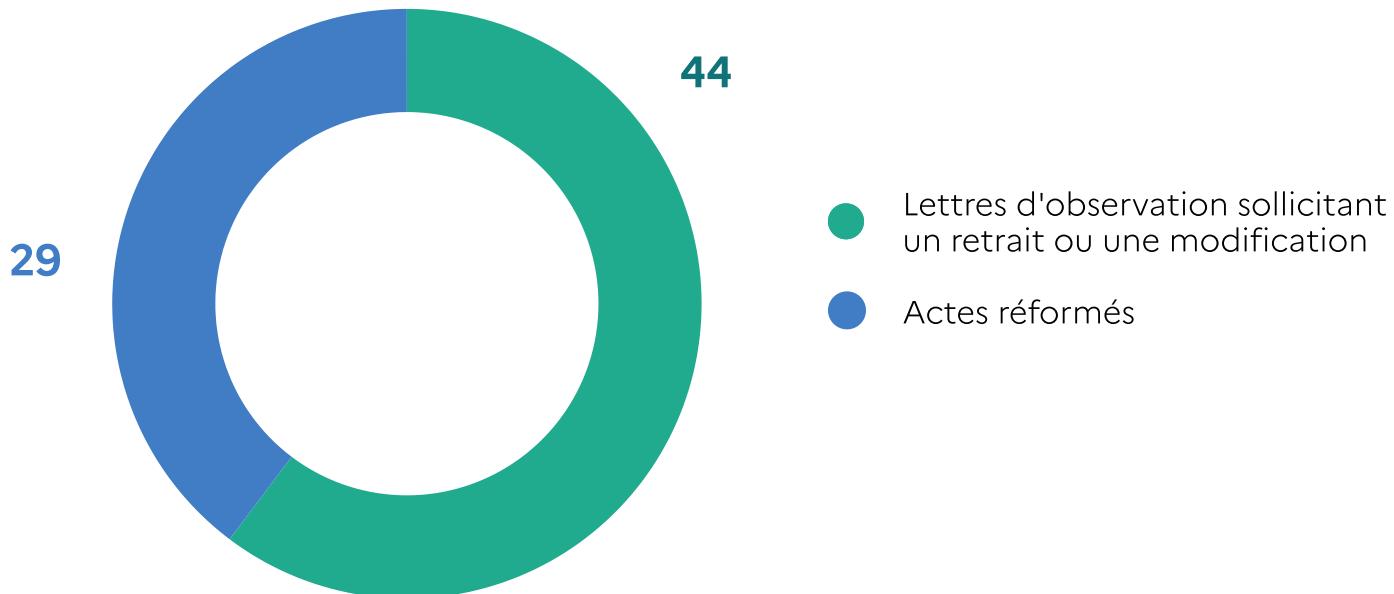
La communauté urbaine Limoges Métropole a demandé si elle pouvait déléguer au président le pouvoir d'accorder d'octroyer des mandats spéciaux aux conseillers communautaires

\*Organe délibérant : collectif qui prend des décisions se matérialisant par des délibérations

X

## Courriers émis

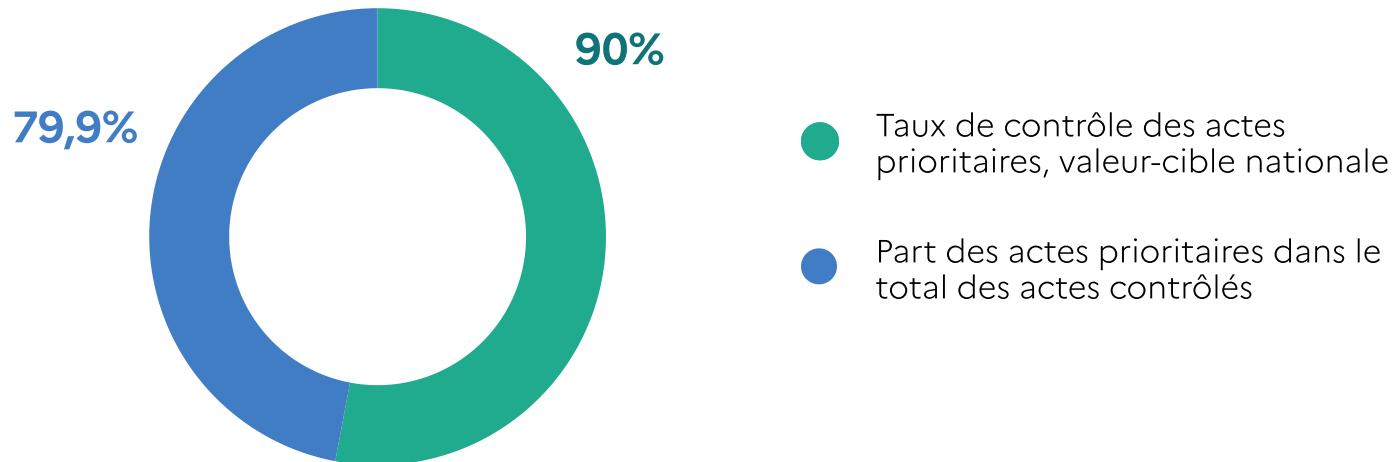
168 soit un taux de retrait global de 65%  
contre 218 en 2022 et un taux de retrait global de 55% en 2023



X

## Actes prioritaires

5 140 soit un taux global de 13,5%  
contre 5 702 soit un taux global de 13% en 2023



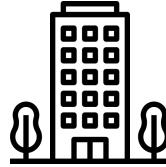
Les actes prioritaires sont définis selon des domaines jugés comme tel.



# Programme Petite Ville de demain

## Projet de redynamisation du cœur de ville d'Eymoutiers

Le programme **Petite Ville de demain** soutient les communes de moins de 20 000 habitants pour revitaliser leurs centres-villes, améliorer l'attractivité locale et renforcer les services aux habitants.



**3**  
immeubles démolis



**443 m<sup>2</sup>**  
de friche renaturée



**173 728€**  
de subvention



**1**  
espace végétalisé



**liaison douce**  
sécurisée entre 2 quartiers  
anciens

X

Les objectifs d'aménagement sont les suivants :

- Le projet cherchera à mettre en valeur la Place des Coopérateurs et le clocher de la collégiale,
- Le projet visera à créer un espace public paysagé, support d'une liaison piétonne entre la Place des Coopérateurs et la rue de la République,
- Le projet veillera à reconstituer la « rue » par la construction de murets (réutilisation des pierres existantes après le chantier de démolition) implantés à l'alignement,
- La devanture de l'immeuble n° 14 sera conservée pour être réinstallée ailleurs.

## ESQUISSE D'AMÉNAGEMENT



# Infrastructures routières

Le [conseil national de la protection de la nature](#) a émis un avis favorable concernant le [projet d'aménagement de la RN 147](#) au nord de Limoges.

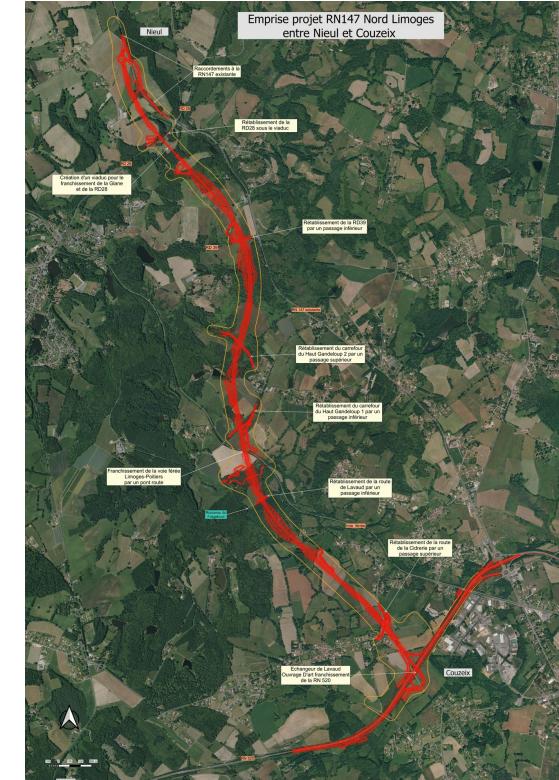
Cet avis permet la poursuite de la procédure visant à [obtenir l'autorisation environnementale](#) du projet au volet mobilités du [contrat de plan État-Région 2023-2027](#).



**125 000 €**

pour le financement de la  
réalisation des travaux

**C**ontrats de plan  
**ÉTAT-RÉGION**  
Bâtir aujourd'hui la France de demain



# Patrimoine naturel et aires protégées

Dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie nationale des aires protégées, le Conservatoire des Espaces Naturels de la Nouvelle-Aquitaine a poursuivi le projet de [création de la réserve nationale des serpentines du sud de la Haute-Vienne](#), avec l'élaboration d'un dossier technique qui sera finalisée en 2025.



Projets de création ou modification d'APPB\*

## Espèces protégées



40aine

de dossiers suivis au titre des impacts  
des projets sur les espèces protégées



7

avis sollicités auprès des instances  
scientifiques (CSRPN et CNPN)



6

arrêtés pris (aménagements et  
dérogation scientifiques)

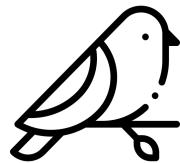


30 mai : autorisation environnementale  
pour le projet ATEF



X

Les services de l'État ont initié plusieurs projets de création ou modification d'arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB).



### 3 sites à oiseaux « rupestres\* »

avec un portage technique de la Ligue pour la protection des oiseaux



### modification APPB forêt d'Epagne

une démarche accompagnée par le Groupe mammalogique et herpétologique du Limousin

\*Oiseaux nichant sur des rochers ou des falaises



# Renforcement de la sécurisation des grands événements sur l'arrondissement de Rochechouart

La sécurité est l'affaire de tous

Des réunions ont été organisées pour renforcer la coordination entre les différents acteurs. L'objectif a été atteint : pas de troubles majeurs ni de blessés graves, une maîtrise des obligations de sécurité et une culture de sécurité plus présente.



Réunions en amont des événements pour coordonner l'action des services de l'État



Réunions en aval pour un retour d'expériences



Gestes réflexes et culture sécurité partagée

22

réunions préparatoires pour renforcer la sécurité et organiser la coordination entre les services

16

événements importants en termes de public attendu



PRÉFET

DE LA HAUTE-VIENNE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



MAIRIE

Sécurité



Gendarmerie

nationale



SDIS #87  
HAUTE  
VIENNE





## **Renforcement de la sécurisation des grands événements sur Rochechouart - le quiz**

Pourquoi organiser des réunions en amont de ces événements ?

Pour faire un retour d'expérience des événements passés

Pour présenter les gestes réflexes

Pour organiser la coordination entre les services

Send



# Sécurité des agents des routes

Campagne de sensibilisation sur le corridor de sécurité



Pour la troisième année, la DIR Centre-Ouest a réitéré son action de sensibilisation des usagers au corridor de sécurité. Cette manœuvre est inscrite au code de la route depuis 2018. Elle consiste à rappeler aux conducteurs qu'ils doivent changer de voie à l'approche de personnels intervenant sur le bord d'une route, voie rapide ou autoroute.



**130 000**

vues de la vidéo pédagogique



**les jeunes de - 25 ans**

sont les cibles de la campagne de communication



**130 000**

vues pour la diffusion d'un mini film dans les cinémas de Limoges pendant 3 semaines

X





# Sécurité des agents - le quiz

## Sur le corridor de sécurité, que doit faire l'usager ?

You can select more than one answer

Rester dans sa voie

Mettre son clignotant et se décaler sur la gauche

S'assurer qu'il n'y a personne sur la voie de gauche

Ralentir

Send



## La gestion de crise



Intervention de Jean-Patrick Payet, chargé de planification de sécurité civile au bureau du service interministériel de défense et de protection civiles (SIDPC)





## Semaine de la sécurité routière



Interventions de Hélène Marlin, responsable de l'unité sécurité routière et coordinatrice Sécurité routière et de Ingrid Louit, directrice du C JL et brigadier-chef de police





## La gestion de crise - le quiz

Qu'est-ce qu'une crise ?

Un épisode imprévisible de peur intense

Le changement de comportement d'un adolescent

Un évènement brutal soudain lié à des risques de type naturel, sanitaire, technologique, ou à des menaces majeures pour la sécurité des citoyens et de leur environnement.

La manifestation brutale d'une maladie

Send



# Lutte et prévention contre les maladies réglementées en élevage



La lutte contre les maladies animales s'appuie sur trois axes : la **prévention**, la **surveillance** et le **traitement** des foyers déclarés.

En Haute-Vienne, la tuberculose bovine, l'influenza aviaire ou encore la fièvre catarrhale ovine de sérototype 3 ont marqué les derniers mois. Vétérinaires, éleveurs, organisations professionnelles et services de l'État sont impliqués afin d'assurer la santé des animaux.



**BIOSÉCURITÉ EN  
ÉLEVAGE BOVIN**



**VACCINATION CONTRE  
L'INFLUENZA AVIAIRE  
HAUTEMENT PATHOGÈNE**



**VACCINATION CONTRE LA  
FIÈVRE CATARRHALE  
OVINE DE SÉROTYP 3**

L'État a participé à cette lutte sur plusieurs niveaux : le pilotage de la vaccination pour l'IAHP, la gestion des suspicions et des foyers de tuberculose bovine, soit de la suspicion à la déclaration d'infection.

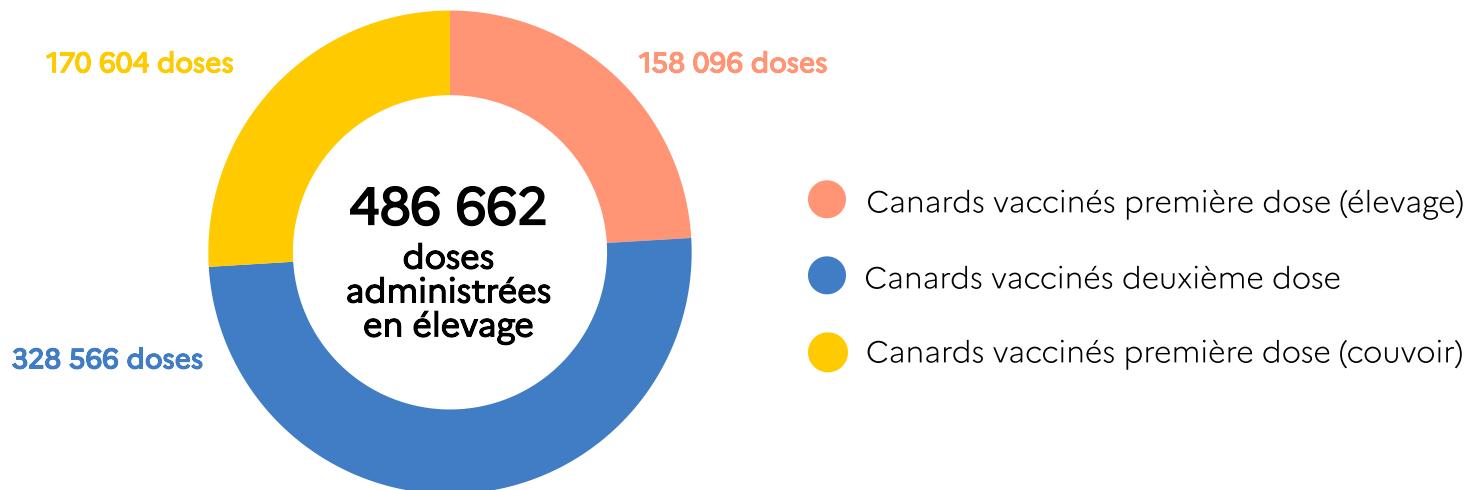


X

## Vaccination des canards contre l'IAHP\*



14 élevages concernés

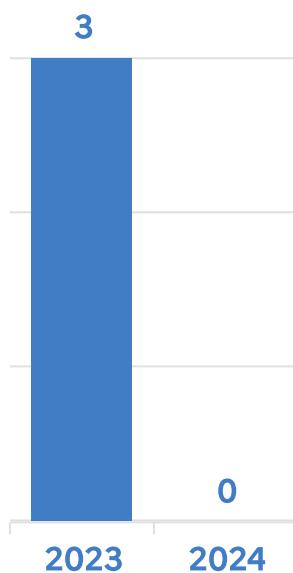


**Evolutions réglementaires :** autorisation de la mise en place de la vaccination pour l'IAHP en octobre 2023 suite à un avis de l'ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail).

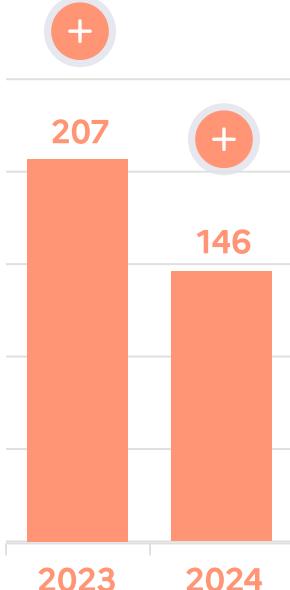
\*IAHP : Influenza aviaire hautement pathogène

## Tuberculose bovine

i



Foyers suivis



Gestion de suspicions

### Mesures importantes de biosécurité :

- double clôture pour éviter le contact entre bovins de deux élevages différents
- aménagement des points d'abreuvement pour éviter la contamination par la faune sauvage
- délimitations des zones de l'élevage pour empêcher l'introduction par les fournisseurs
- formation des éleveurs à la biosécurité

Des formations de biosécurité obligatoires pour les liens de voisinage sont demandées, ainsi que des aménagements pour les foyers (doubles clôtures, points d'eau).



## Lutte et prévention contre les maladies réglementées en élevage - le quiz

Sur quels axes cette lutte s'appuie-t-elle ?

You can select more than one answer

Prévention

Surveillance

Quarantaine pour les foyers déclarés

Vaccination

# Police sanitaire unique

Inspection par des agents de l'État des établissements manipulant des denrées alimentaires

Le service sanitaire des aliments (SSA) a repris les missions du service concurrence, consommation et répression des fraudes en matière d'hygiène, sur les denrées alimentaires d'origine végétale.

Les agents assurent le respect des règles d'hygiène pour la sécurité sanitaire des aliments et la protection des consommateurs en inspectant et en contrôlant les établissements concernés. Le SSA gère les suites défavorables : mise en demeure, fermeture.



Bilan 2024

Effectifs

**275**

établissements inspectés

**312**

contrôles réalisés

**34**

mises en demeure

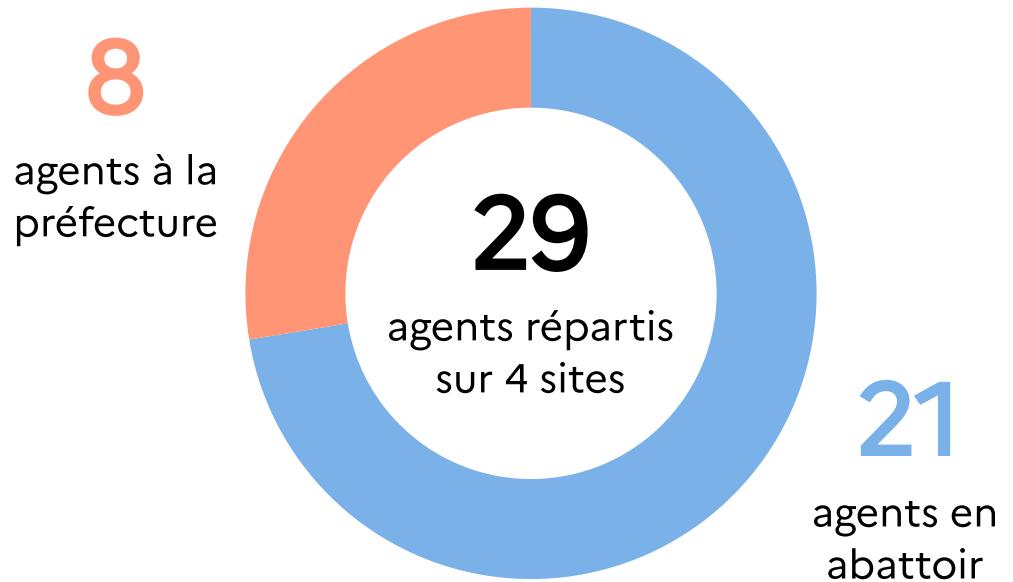
**4**

fermetures administratives

Les établissements de remise directe aux consommateurs sont contrôlés en première intervention par un organisme délégataire, l'APAVE.



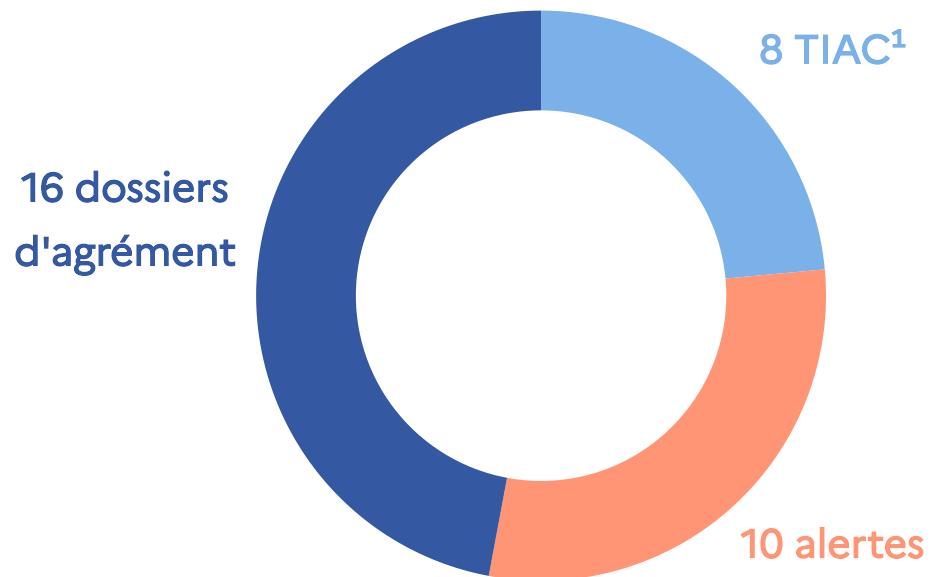
## Les effectifs des agents :



Les agents du service sécurité sanitaire des aliments dépendent du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.

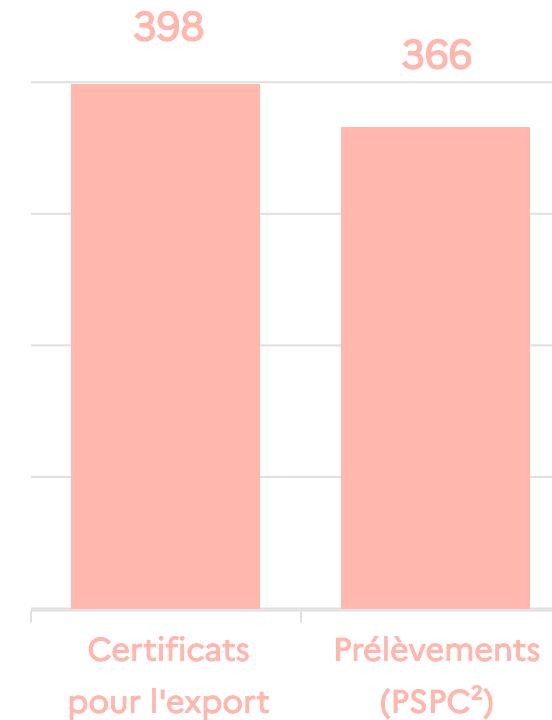


## Bilan 2024



<sup>1</sup>TIAC : Toxi infection alimentaire collective

<sup>2</sup>PSPC : Plans de surveillance plans de contrôle





## Police Sanitaire Unique - le quiz

**Quelles actions correspondent aux missions des agents du service sanitaire des aliments ?**

You can select more than one answer

Ils contrôlent en première intention les établissements de remise directe aux consommateurs.

Ils gèrent les mises en demeures et les fermetures

Ils assurent protection des consommateurs en inspectant et en contrôlant les établissements concernés

Send

# Réunions territoriales

Conseil national de la refondation (CNR) en santé

i

Dans le cadre du **Conseil national de la refondation** en santé, la Délégation Départementale de la Haute-Vienne de l'Agence régionale de santé (ARS) Nouvelle-Aquitaine a organisé des réunions de concertation sur les territoires des **CPTS\*** de la Haute-Vienne.

Ces concertations réunissent élus locaux, professionnels de santé et citoyens.



©ARS

Cinquième concertation territoriale de 2024 sur le territoire Sud Haute-Vienne, le 26 septembre, à Château-Chervix

## Objectif +

Recueillir des propositions visant à améliorer le système de santé.



CPTS

7

réunions de concertation

265

participants

36

propositions d'actions principales à engager



\*CPTS : Communautés professionnelles territoriales de santé

X

i

## Missions relatives à :



Accès aux soins



Parcours de soins



Prévention



Gestion de crises



Qualité et accompagnement des  
professionnels



## Réunions territoriales - le quiz

En Haute-Vienne, quelle est la principale proposition qui a émané lors des différentes concertations du CNR ?

Améliorer la communication entre les élus et les professionnels de santé

Augmenter l'offre en formation médicale et paramédicale sur le territoire

Développer l'exercice coordonné sur le territoire

Send

# Inspection du travail

« **Tout travailleur a droit à des conditions de travail qui respectent sa santé, sa sécurité et sa dignité** »  
(article 31, Charte des droits fondamentaux de l'UE)

La prévention des accidents du travail est un axe majeur de l'action du **ministre du Travail** et de ses services territoriaux.

Dans des situations d'accident du travail grave et mortel, l'inspection du travail engage une enquête pour en **déterminer les conditions**. Ces investigations peuvent conduire à des constats d'infractions à la législation du travail.



Résultats



! Fait marquant





## Fait marquant

Un opérateur de chantier a été victime d'un accident du travail, il a fait une chute de 4m96 à travers une toiture.

Travail toiture  
dangereux

Équipement  
non sécurisé

Équipement  
sans formation

Équipement  
sans vérification

X

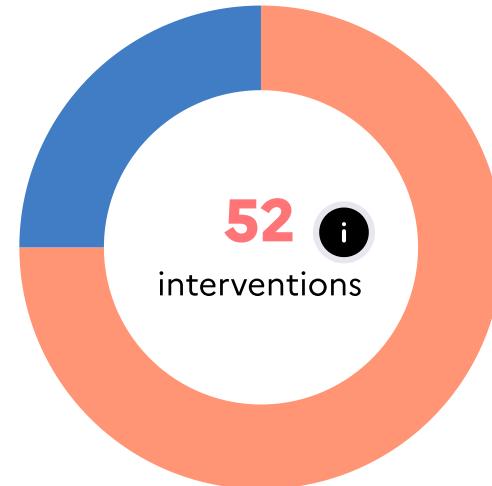


X

## Résultats des enquêtes

**17** arrêts de chantier ou d'activités

**4** demandes de vérification technique de conformité des équipements



dont **13** à la suite d'un accident du travail grave ou mortel



# Inspection du travail - le quiz

**La majorité des interventions ont concerné :**

You can select more than one answer

Le salaire

La sécurité

La santé

La dignité

Send

# Campagne de vaccination contre le papillomavirus en milieu scolaire

Afin d'augmenter la couverture vaccinale contre le Papillomavirus et de diminuer l'incidence des cancers liés à ces virus oncogènes, l'ARS\* Nouvelle-Aquitaine a mis en place une campagne de vaccination dans les collèges, gratuite pour tous les élèves des classes de 5ème, à partir de la rentrée scolaire 2023/2024.



**2** centres de vaccination pour **39** collèges

**2** doses recommandées à intervalle de 6 mois



Séance de vaccination HPV - CDV de Limoges au collège Jean Rebier à Isle 2024

## Perspectives 2024-2025

Reconduction de la campagne

Ouverture dans les ESMS

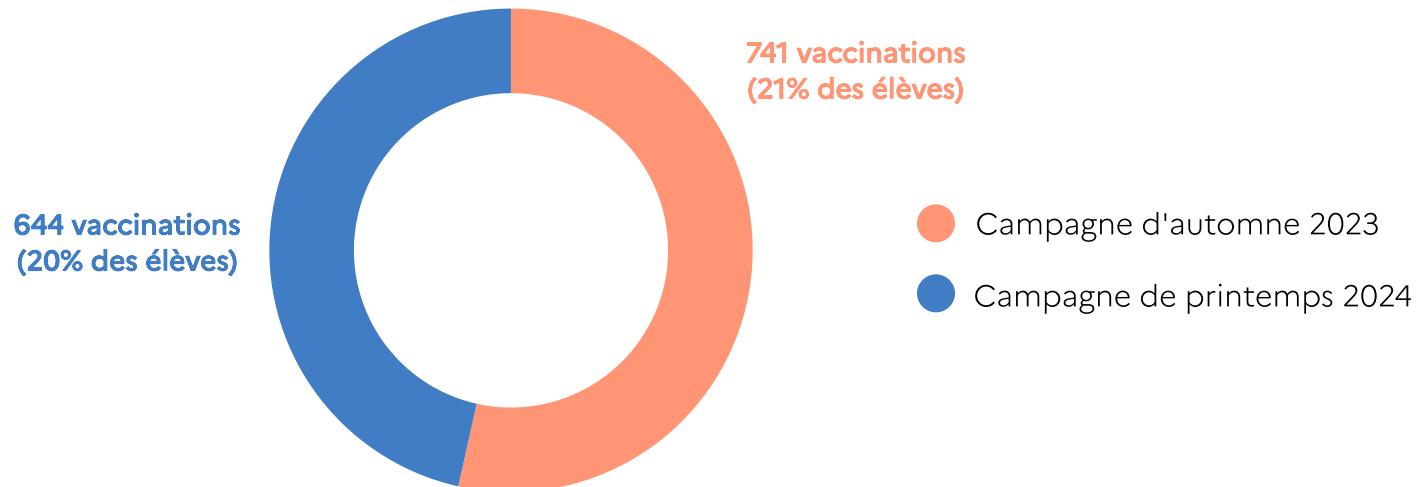


Résultats



X

## Résultats en Haute-Vienne :



Parmi les élèves vaccinés, 48% étaient des filles contre 52% de garçons en 2023 et en 2024.



# Campagne vaccination collèges

HPV. NOUVELLE-AQUITAINE

Vaccination HPV

HAUTE-VIENNE

19 septembre 2024

HPV. EN PARLER, C'EST DÉJÀ SE PROTÉGER !

« Chaque année en France, 6400 nouveaux cas de cancers sont causés par les HPV.

Ils ne touchent pas que les filles, les garçons aussi peuvent être concernés.

80 % d'entre nous y sont confrontés à un moment de la vie »

« Les vaccins sont sûrs, c'est plus de 6 millions de doses en France depuis 10 ans.

et tout ça afin d'offrir le maximum de protection contre les cancers.

Grâce à lui, 90 % des infections liées aux papillomavirus peuvent être évitées ! »





## Campagne de vaccination contre le HPV - le quiz

Combien de doses sont recommandées et à quelle intervalle ?

You can select more than one answer

6 mois d'intervalle

3 mois d'intervalle

3 doses

2 doses

Send



# Contrôle des établissements recevant du public (ERP) dans l'arrondissement de Bellac

Les ERP sont des bâtiments dans lesquels sont admises des personnes extérieures. L'accès peut être gratuit, payant, libre, restreint ou sur invitation. Ils sont classés par **catégories et par types**, pour **l'application du règlement de sécurité incendie**.



Ils sont soumis à des obligations en matière de sécurité et de lutte contre l'incendie, sous le contrôle de la **Commission de sécurité de l'arrondissement de Bellac**.



## Objectifs

- Vérifier la conformité aux règles de sécurité et notamment le bon fonctionnement des appareils de secours et d'éclairage de sécurité
- Vérifier l'application des dispositions d'évacuation des personnes en situation de handicap
- Suggérer les améliorations ou modifications à apporter
- Étudier d'éventuelles mesures d'adaptation



Bilan



X

## Bilan





La Commission de sécurité émet un avis favorable ou défavorable

### Favorable

- Le maire délivre un arrêté d'ouverture
- ou
- Il autorise la poursuite d'exploitation de l'établissement

### Défavorable

- Le maire peut autoriser la poursuite d'exploitation en la subordonnant à la réalisation de prescriptions
- et, en cas de danger
- Il peut prendre un arrêté de fermeture administrative et conditionner la réouverture de l'établissement à sa mise en conformité

En **2024** **2 ERP** ont été fermées suite à un contrôle, dans l'arrondissement de Bellac.



## Contrôle des établissements recevant du public - le quiz

Combien y a-t-il eu de visites en 2024 ?

56

43

48

58

Send

# Animation des commissions de suivi de sites (CSS) de l'arrondissement de Bellac

Les CSS ont été créées en 2012 et par arrêté préfectoral et sont lieu de débats et de consensus. Elles remplacent les commissions locales d'information et de surveillance sur les déchets, ainsi que les comités locaux d'information et de concertation sur les risques technologiques. Les CSS doivent se réunir au moins une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau et si l'ordre du jour est fixé par le bureau.

## Missions

-  Créer un cadre d'échange et d'information entre les représentants, sur les actions menées par les exploitants des installations classées prévenant les risques environnementaux
-  Suivre l'activité des installations pour lesquelles elles ont été créées
-  Promouvoir pour ces installations l'information du public



**POURQUOI  
CRÉER UNE CSS ?**



En 2024





### **Installation de stockage de déchets non dangereux**

- Animation et présidence par l'arrondissement de Bellac
- Sur Bellac et Peyrat-de-Bellac

### **Anciens sites uranifères et installations de stockage de susbtance radioactives**

- Animation et présidence par l'arrondissement de Bellac
- Dans le département de la Haute-Vienne

### **Exploitation de la carrière**

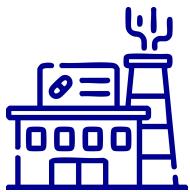
- Animation et présidence par la sous-préfecture
- Sur Bonneuil et Saint-Martin-le-Mault

### **Suivi des eaux**

- Animation et présidence par la sous-préfecture
- Aux lacs de Saint-Pardoux et du Ritord

X

Ces commissions sont requises dans les cas suivants :



Établissements relevant du régime de l'autorisation avec servitudes (SEVESO seuil haut)



Tout centre collectif de stockage recevant des déchets non inertes



Toute installation d'élimination de déchets sur demande d'une commune située dans le rayon d'affichage d'une installation d'élimination de déchets



# Animation des commissions de suivi de sites de l'arrondissement de Bellac - le quiz

## À quelle fréquence doivent avoir lieu les CSS ?

You can select more than one answer

1 fois par an

Sur demande d'un membre du bureau

Sur demande d'au moins 3 membres du bureau

1 fois par mois

Send



# Lutte anti vectorielle

## Moustique tigre : prévention et lutte

L'ARS se bat pour la lutte anti vectorielle visant à gérer les cas d'**arboviroses\*** (dengue, chikungunya, zika), à prévenir le risque sanitaire et à éviter tout début d'épidémie. Elle essaye de freiner l'expansion du moustique tigre via la formation des personnels des collectivités colonisées.

**12**

cas de dengue importés

**1**

réunions de sensibilisation dans les centres hospitaliers

**2**

i

réunions pour aboutir à la prise d'un arrêté préfectoral

**4**

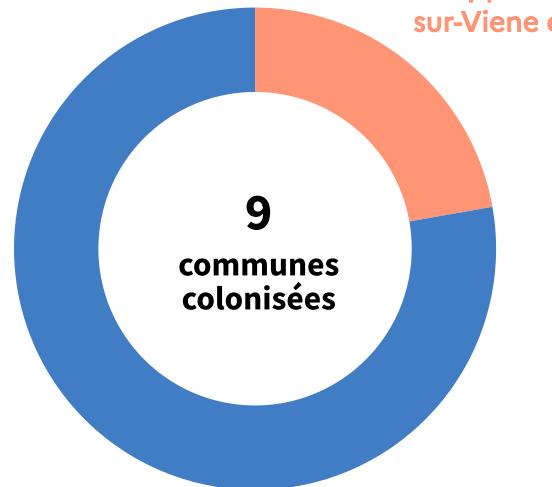
réunions avec les collectivités nouvellement colonisées



\*Arbovirose : maladie provoquée par un arbovirus et transmise par la piqûre d'arthropodes dont les moustiques



## Communes colonisées en 4 ans sur notre territoire



2 supplémentaires (Condat-sur-Vienne et Isle)

Plus de 50% de la population haut-viennoise est potentiellement exposée à ce vecteur d'arboviroses (Limoges, Saint-Junien, Panazol, Saint-Yrieix-la-Perche, Aixe-sur-Vienne, le Palais-sur-Vienne, Oradour-sur-Glane, Isle et Condat-sur-Vienne).



## Lutte anti vectorielle - le quiz

Combien de communes colonisées ont été recensées ?

3

5

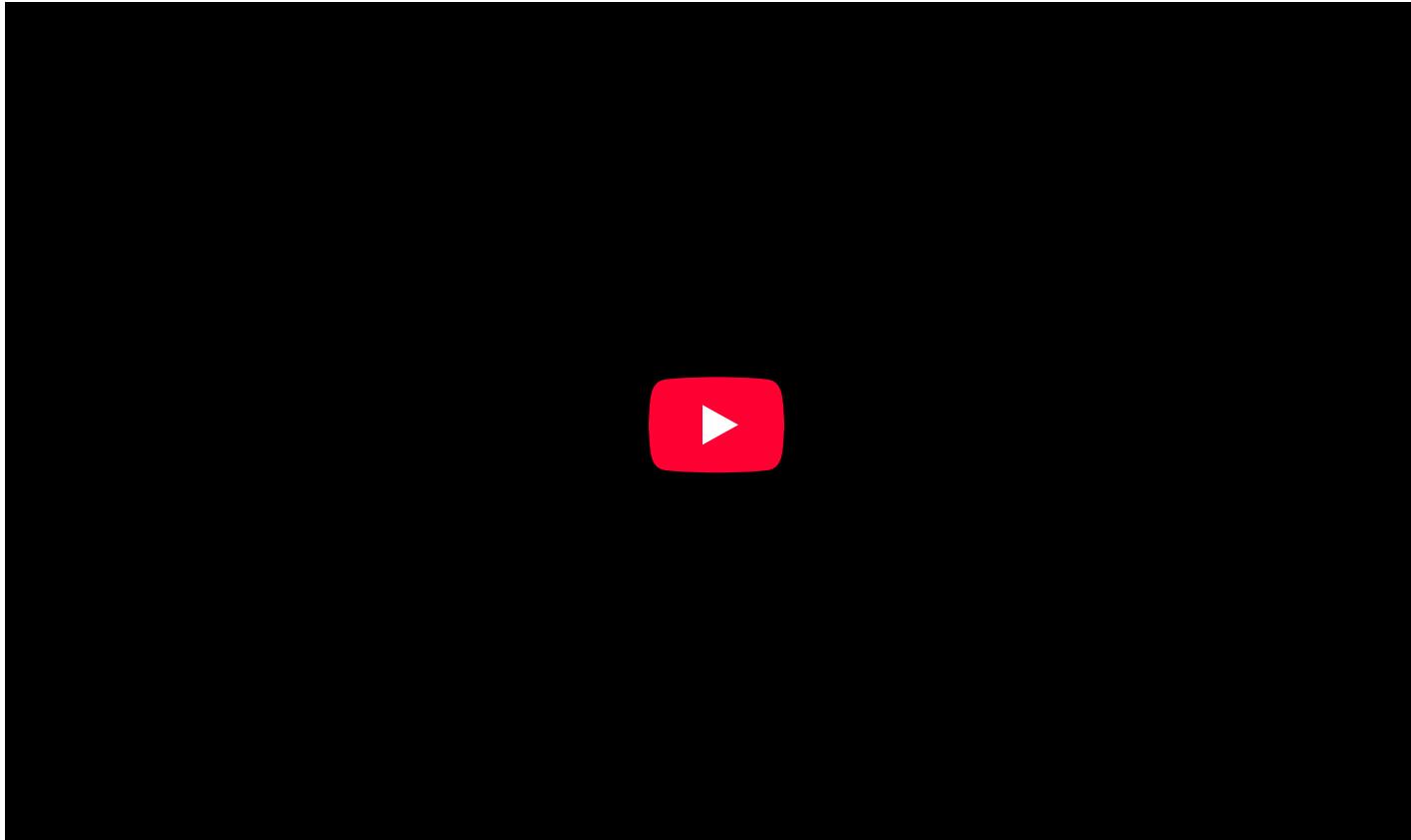
9

2

Send



## Le système d'information sur les armes (SIA)

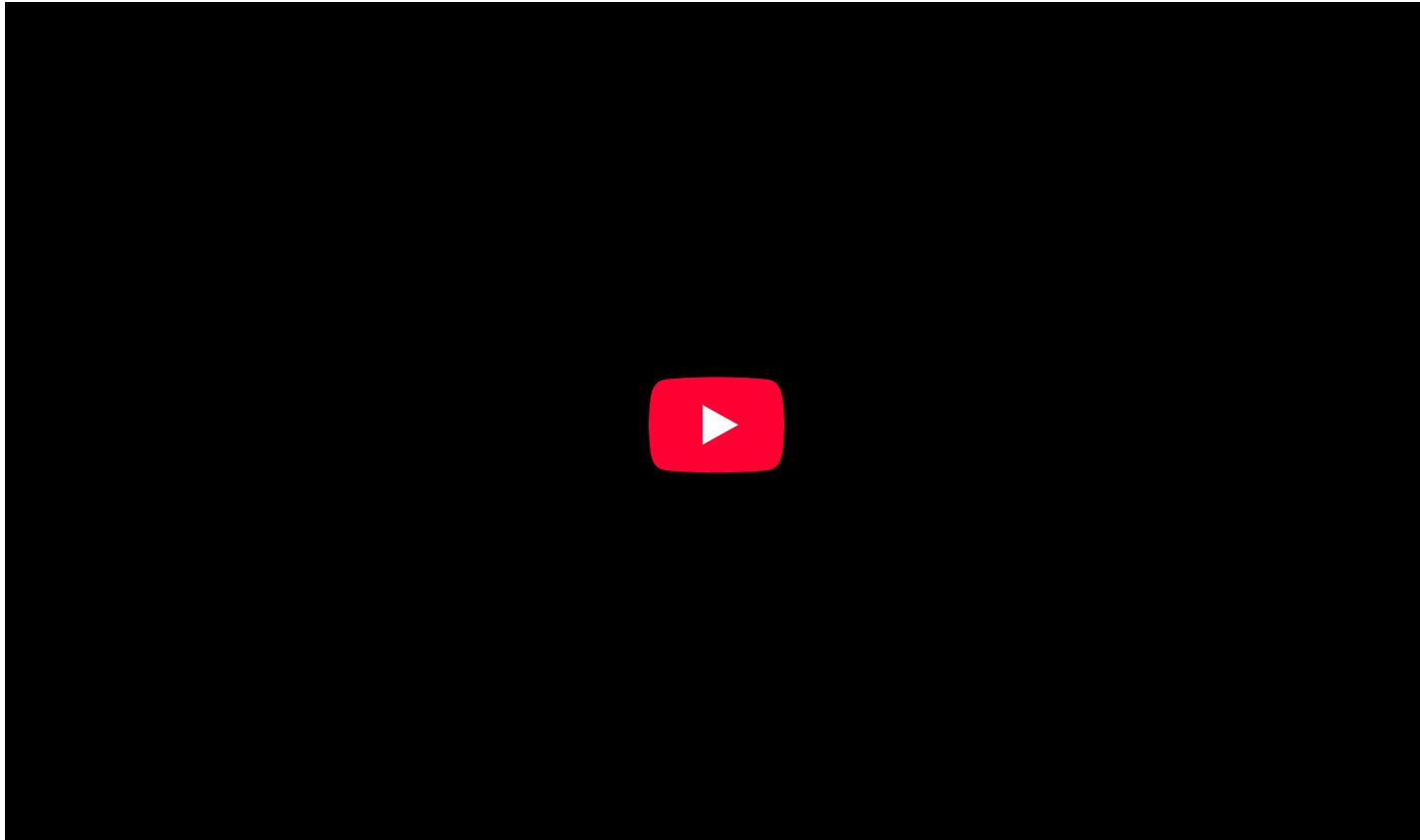


Interventions de Madame Françoise Slinger-Cecotti, sous-préfète de Bellac, Marie-Christine Montazeaud, responsable du pôle départemental réglementation armes et Jean-Christophe Coussi, président de l'association de tir de Saint-Junien



# Le service civique

[www.service-civique.gouv.fr](http://www.service-civique.gouv.fr)



Intervention de Célia Cacoye, responsable de l'accueil de la préfecture, des points numériques et de l'encadrement des services civiques



# Le Service national universel

Le **Service national universel** s'adresse aux jeunes de 15 à 17 ans. Il s'articule autour d'un **séjour de cohésion** en hébergement collectif et d'une **phase d'engagement** dans l'année qui suit (mission d'intérêt général, bénévolat associatif) et à moyen terme (réserve civique ou opérationnelle, engagement associatif, Service Civique, jeunes sapeurs-pompiers...).



Séjour de cohésion



Phase d'engagement



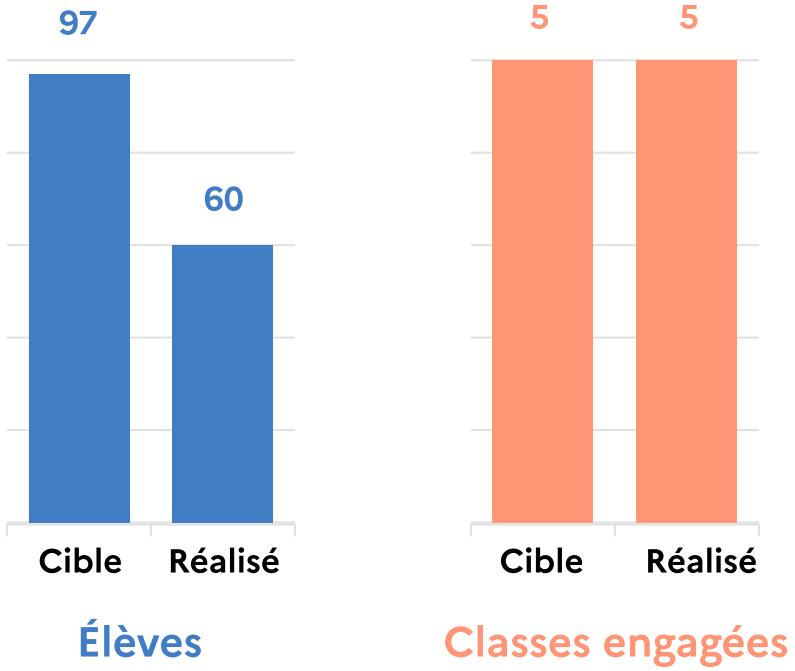
CLASSES ET LYCÉES  
ENGAGÉS (2023-2024)

## Objectifs :

-  Développer la cohésion nationale
-  Promouvoir une culture de l'engagement
-  Renforcer la résilience de la Nation



## 2023-2024 : Classes et lycées engagés



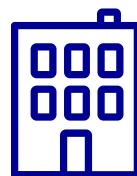
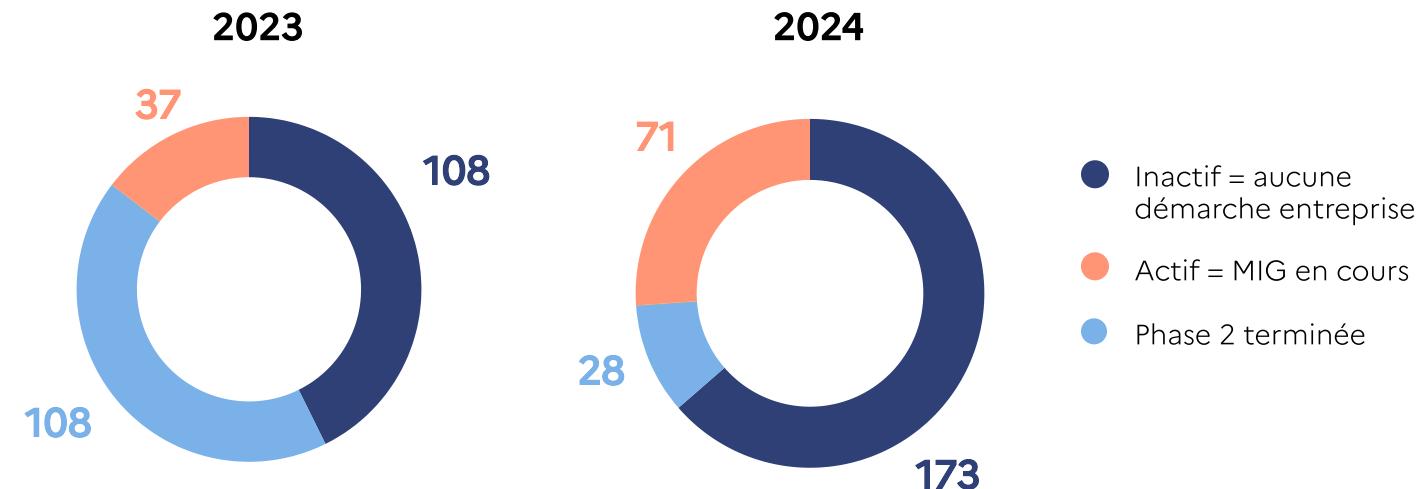
### Objectifs des classes engagées :

- Inscrire le séjour de cohésion au cœur du parcours citoyen et du parcours d'engagement des jeunes volontaires
- Mieux articuler les activités du séjour avec les enseignements et les compétences scolaires, dans le cadre des labels « Classes et lycées engagés »



## Statut des MIG en Haute-Vienne

Les jeunes ont 2 ans à l'issue du séjour de cohésion pour valider leur phase 2.



**161** structures engagées contre 127 en 2023

**256** places disponibles sur la plateforme du SNU au 19 février 2025



### Bilan phase 1 des jeunes volontaires Hauts-Viennois



5

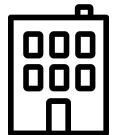
séjours de cohésion



269

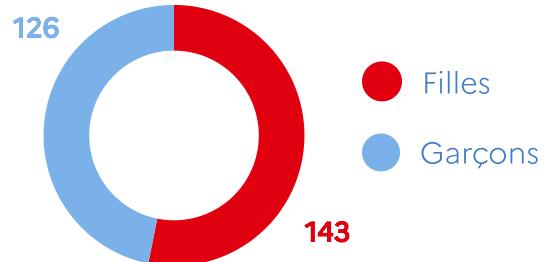


jeunes ont réalisé leur séjour de cohésion



2%

sont issus des QPV\*



\*QPV : quartiers prioritaires de la politique de la ville

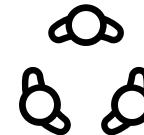
### Bilan phase 1 des jeunes accueillis en Haute-Vienne



505



jeunes ont réalisé leur séjour de cohésion



110

intervenants issus du territoire



59

encadrants





# Le Service National Universel - le quiz

## Quelles sont les phases du Service National Universel ?

You can select more than one answer

Séjour en réserve civique

Phase d'engagement

Phase volontariale

Séjour de cohésion

Send



# Labellisation École/Établissement en Démarche Durable (E3D)

Le label E3D valorise l'engagement des écoles en faveur du développement durable dans tous les aspects de la vie scolaire. **20 mesures** ont été énoncées par le ministère de l'Éducation nationale le **23 juin 2023** : elles permettent aux élèves de mieux **comprendre** les enjeux de la transition écologique, elles encouragent leur **engagement civique** et valorisent l'**action des éco-délégués\***. E3D représente la 15e mesure.

✓ **3** ans

✓ **3** niveaux de labellisation 

## Mesure 15 : poursuivre le déploiement de la labellisation E3D



- **Doubler** le nombre de labellisations, soit **20 000** d'ici **2025**
- Atteindre **100%** des écoles et des établissements labellisés d'ici **2030**



Jardins scolaires Rochechouart et St-Laurent-les-Eglises,  
01/10/2024 - 14/11/2024



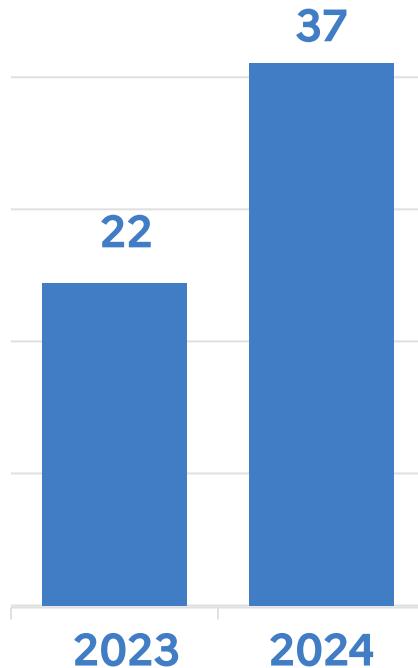
ÉCOLES LABELLISÉES  
EN 2023 ET EN 2024



\*Élève de CM1, CM2, collège ou lycée élu un an par ses camarades pour représenter leurs attentes en termes de développement durable

X

## Écoles labellisées par année



X





## Le label E3D - le quiz

Quelle affirmation correspond à la mesure numéro 15 ?

Dès la rentrée 2023, un référentiel de compétences relatif à la transition écologique sera publié.

Dès la rentrée 2024, l'enseignement de technologie et l'enseignement moral et civique intègreront les enjeux de la transition écologique.

Poursuivre le déploiement de la labellisation E3D

Send



# Programme de développement des compétences psychosociales à l'attention des enfants de 6 à 11 ans

« Le Voyage des TOIMOINOUS, Grandir et Vivre ensemble »

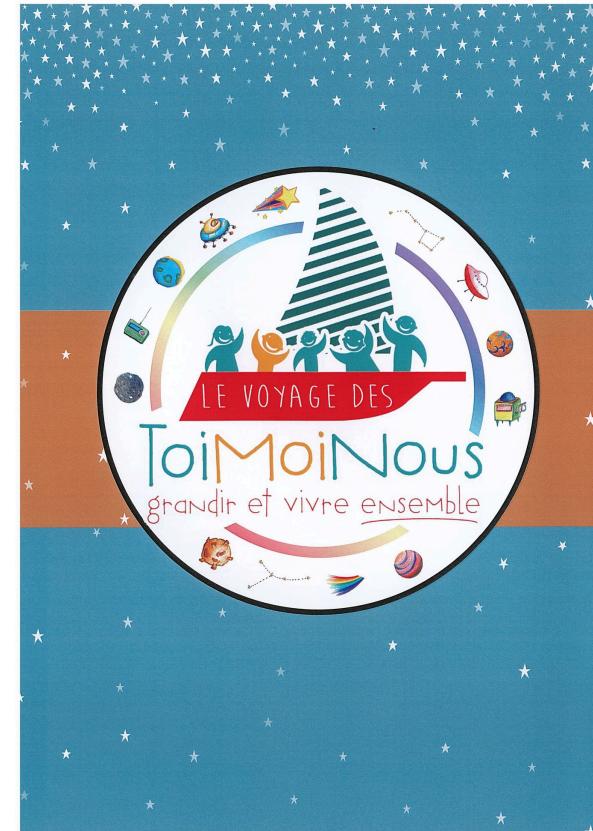
Ce programme lancé et financé par l'ARS\* Nouvelle-Aquitaine a d'abord été déployé dans les écoles élémentaires et dans les centres de loisirs en 2016. Les enfants volontaires participent à plusieurs **ateliers pédagogiques et ludiques** sur leur temps scolaire ou périscolaire. Ces ateliers sont animés par des animateurs formés et accompagnés.

## Objectifs :

- Mieux vivre
- Mieux communiquer
- Améliorer son bien-être et sa confiance en soi

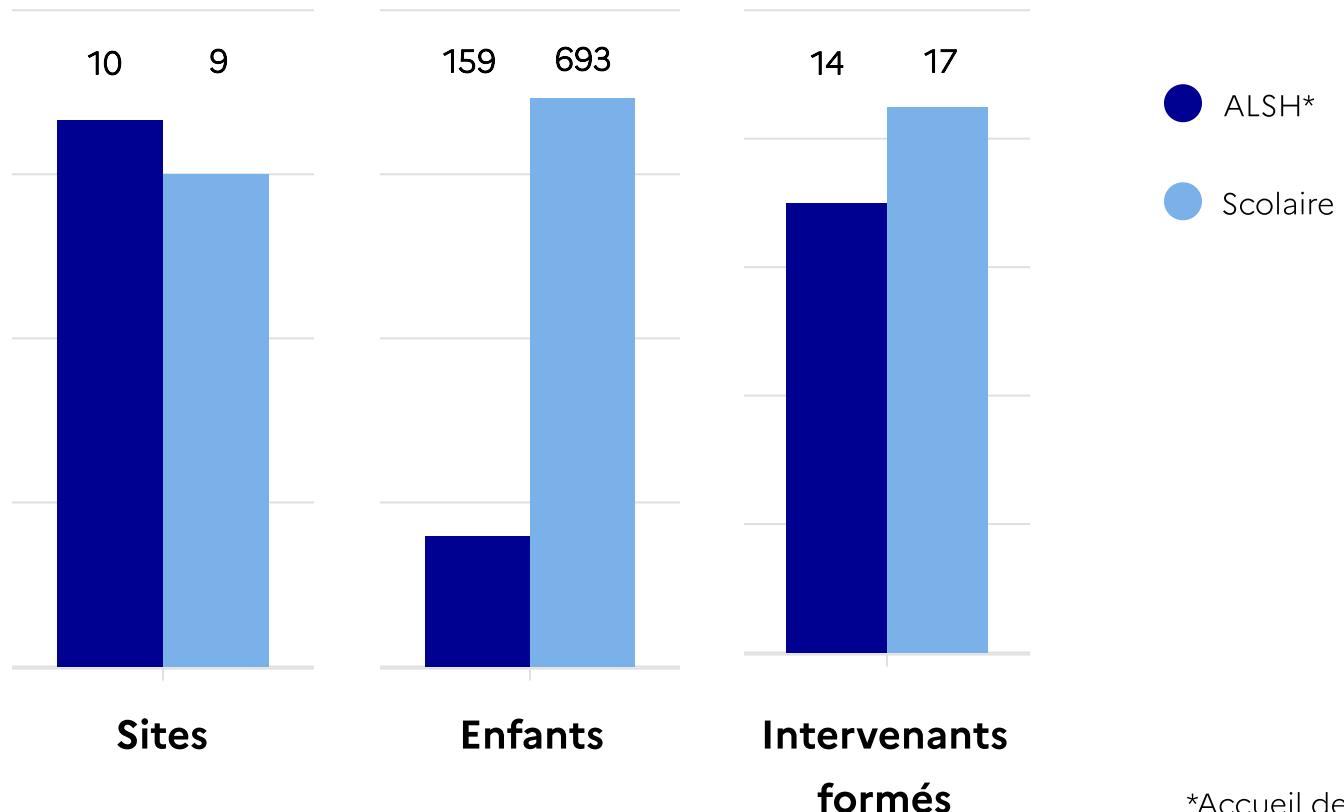


7 missions



## Nombre de bénéficiaires

Année scolaire 2023/2024



\*Accueil de Loisirs Sans Hébergements

X

Confiance en  
soi

Création de  
liens

Communication  
bienveillante

Gestion des  
émotions

Gestion du  
stress

Résolution de  
problèmes

Plusieurs formats sont possibles pour les ateliers : 7 ateliers de 1h30 ou à partir de 11 ateliers pour 1h.



# Programme de développement des compétences psychosociales - le quiz

Dans quelles structures peut-on retrouver ce programme ?

You can select more than one answer

Les écoles primaires

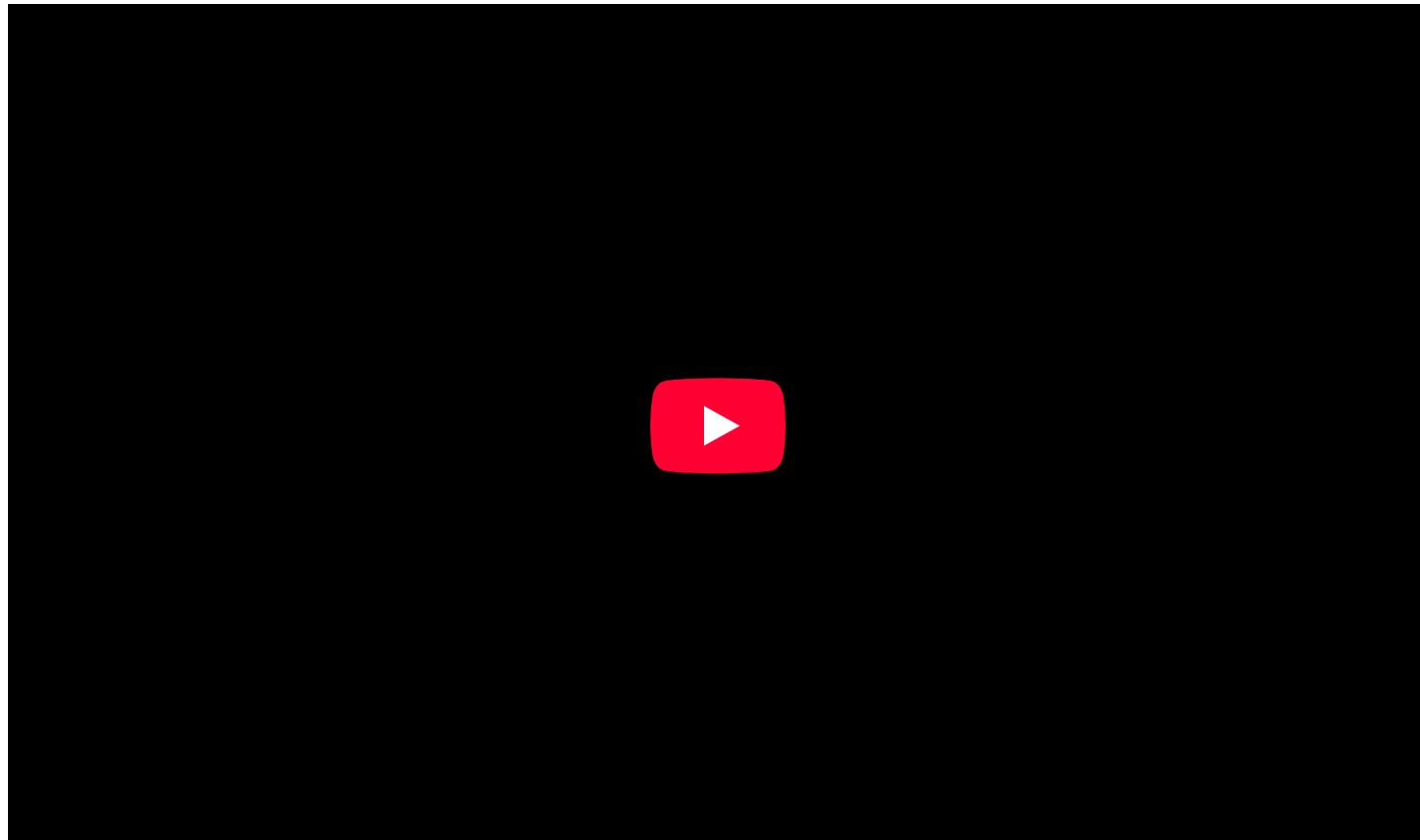
Les Accueil de Loisirs Sans Hébergements

Les collèges

Send



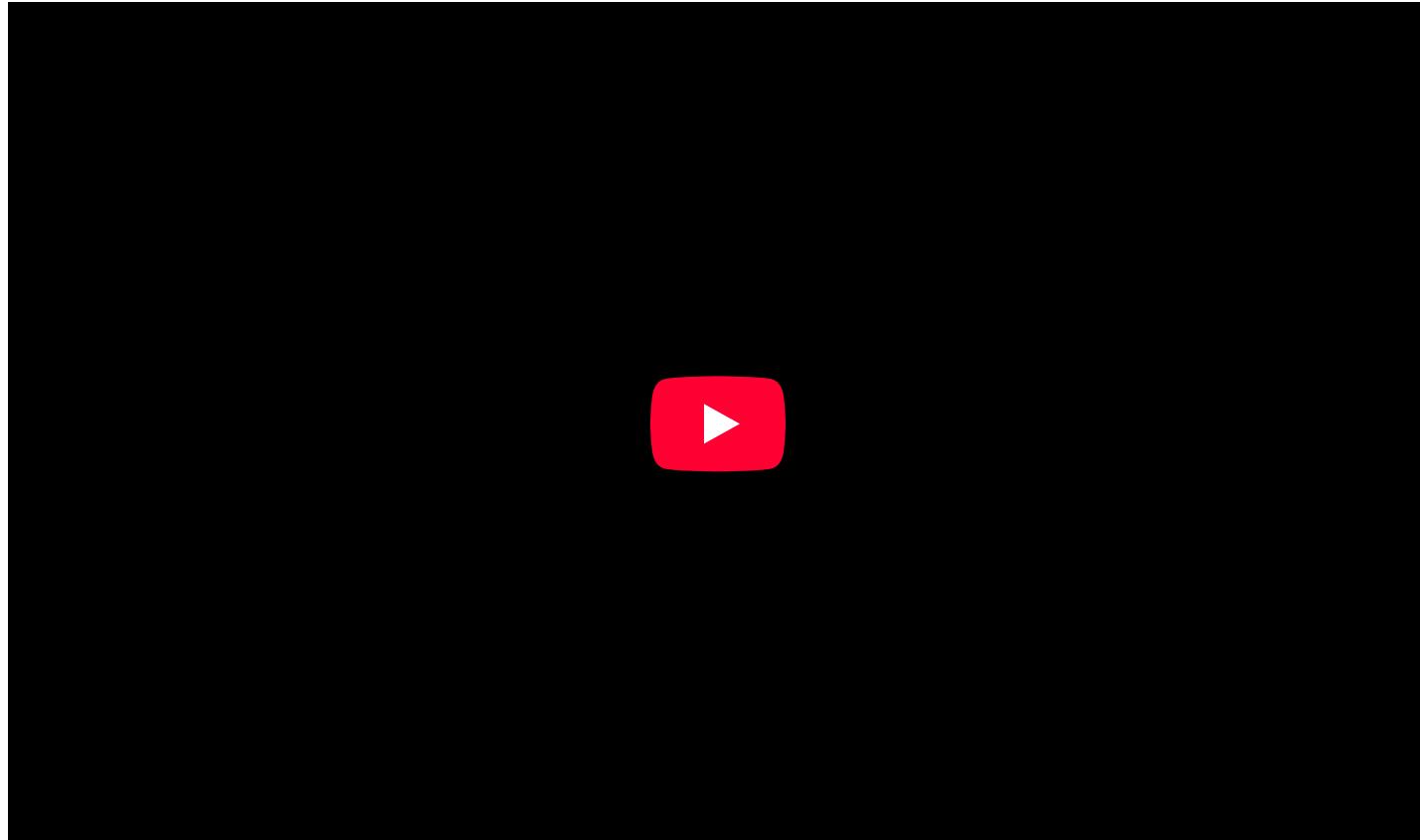
## Cérémonies de naturalisation



Intervention de Olivier Varachaïd, responsable de la plateforme interdépartementale de naturalisation de Haute-Vienne



## Les entreprises s'engagent



Intervention de Hélène Roy-Marcou, directrice de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations. Avec les témoignages de Sylvain Raymond, directeur général de la communauté Les entreprises s'engagent et Marilyn et Michael, dirigeants de France Paratonnerres

# Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes

Le service Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes (CCRF) de la DDETSPP\*, a mené plusieurs missions en 2024, dans un contexte inflationniste et avec les fortes tensions dans le monde agricole.

Ces actions sont nombreuses et vont de la **répression des fraudes** qui trompent sur l'origine des produits, à la **lutte contre les pratiques frauduleuses** dans le cadre de la rénovation énergétique.



Enquêtes

! Faits marquants



Secteurs pesant lourdement sur le budget des ménages :



Grande distribution



Immobilier et logement



Automobile



Alimentation



Santé



Rénovation énergétique

Le taux d'anomalie s'élève à **54%** de l'ensemble des contrôles réalisés qui ont donné lieu à :

**40** procès-verbaux

**33** injonctions de remise en conformité

**67** avertissements

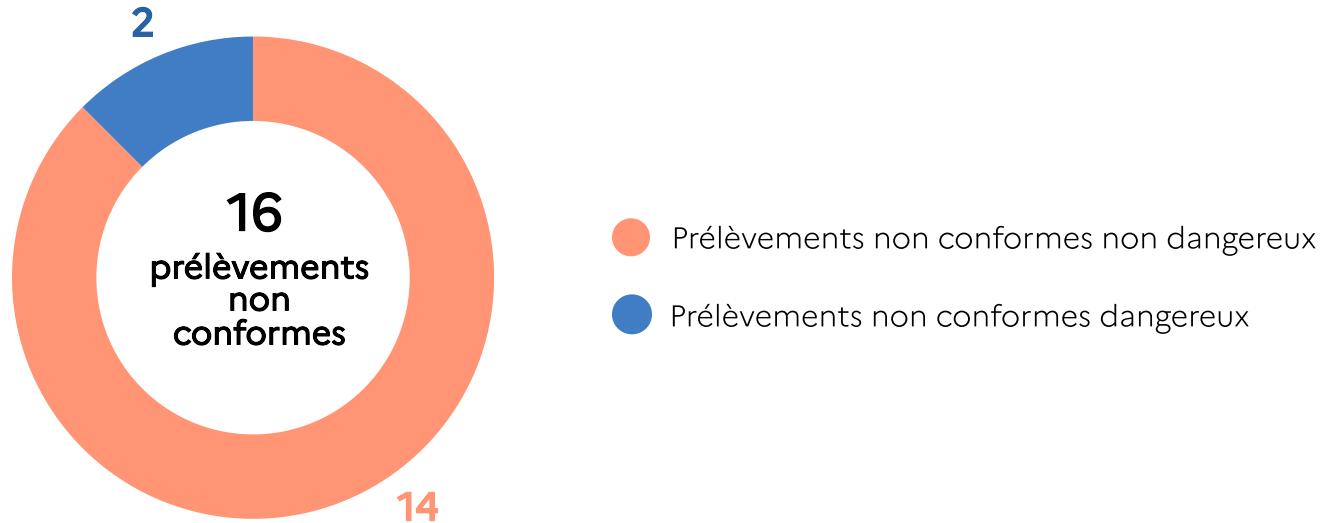
**2** sites internet fermés

**1** arrêté de fermeture de structures gonflables



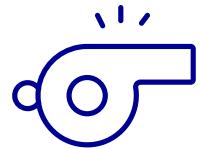
X

43% des échantillons analysés sur 40 ont présenté  
des non conformités de qualité ou de sécurité





## Enquêtes, contrôles et sanctions



**67**

avertissements



**33**

injonctions dont  
2 numériques



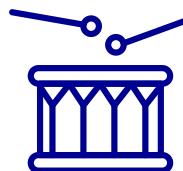
**12**

amendes administratives  
notifiées 22 720€



**28**

dossiers contentieux  
transmis au Parquet



**1**

sanction  
administrative publiée



**8**

transactions pénales  
pour un montant total  
de 26 500€

## Faits marquants



**49 310€**

au total d'amendes  
pénales et administratives



**237 952€**

d'amende pour des dirigeants de  
sociétés ayant enfreint les règles du  
démarchage téléphonique



**58%**

des commerces et magasins contrôlés présentent  
des différences d'affichage des prix



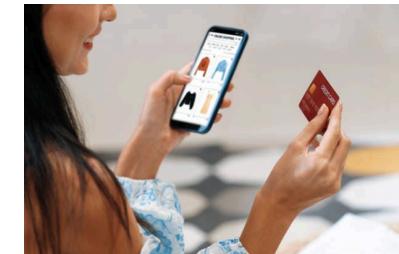
**112**

contrôles sur les allégations  
d'origine et de qualité des  
produits alimentaires



**21**

structures gonflables  
contrôlées dont 1 fermée



**58**

sites internet contrôlés  
dont 2 fermés sur  
réquisition numérique



## Concurrence, Consommation et Répression des Fraudes - le quiz

Quelles sont les actions menées par le CCRF ?

You can select more than one answer

La surveillance de la manifestation

Lutte contre les pratiques frauduleuses dans le cadre de la rénovation énergétique

Répression des fraudes qui trompent sur l'origine des produits

Send

# Accompagnement des entreprises en difficulté par l'activité partielle de droit commun

L'activité partielle de droit commun permet à l'employeur de [réduire l'horaire de travail](#) ou de [fermer temporairement un établissement](#), s'il rencontre des difficultés ponctuelles. C'est un outil au service de la politique publique de prévention des licenciements économiques relevant du BOP 103 « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi ». Il est instruit par les services de l'État sous l'autorité du préfet de département.

i



**108** demandes d'autorisation préalable pour 79 établissements

**44** demandes initiales accordées à 36 établissements pour **110 946** heures



**32 734** heures indemnisées à 38 établissements



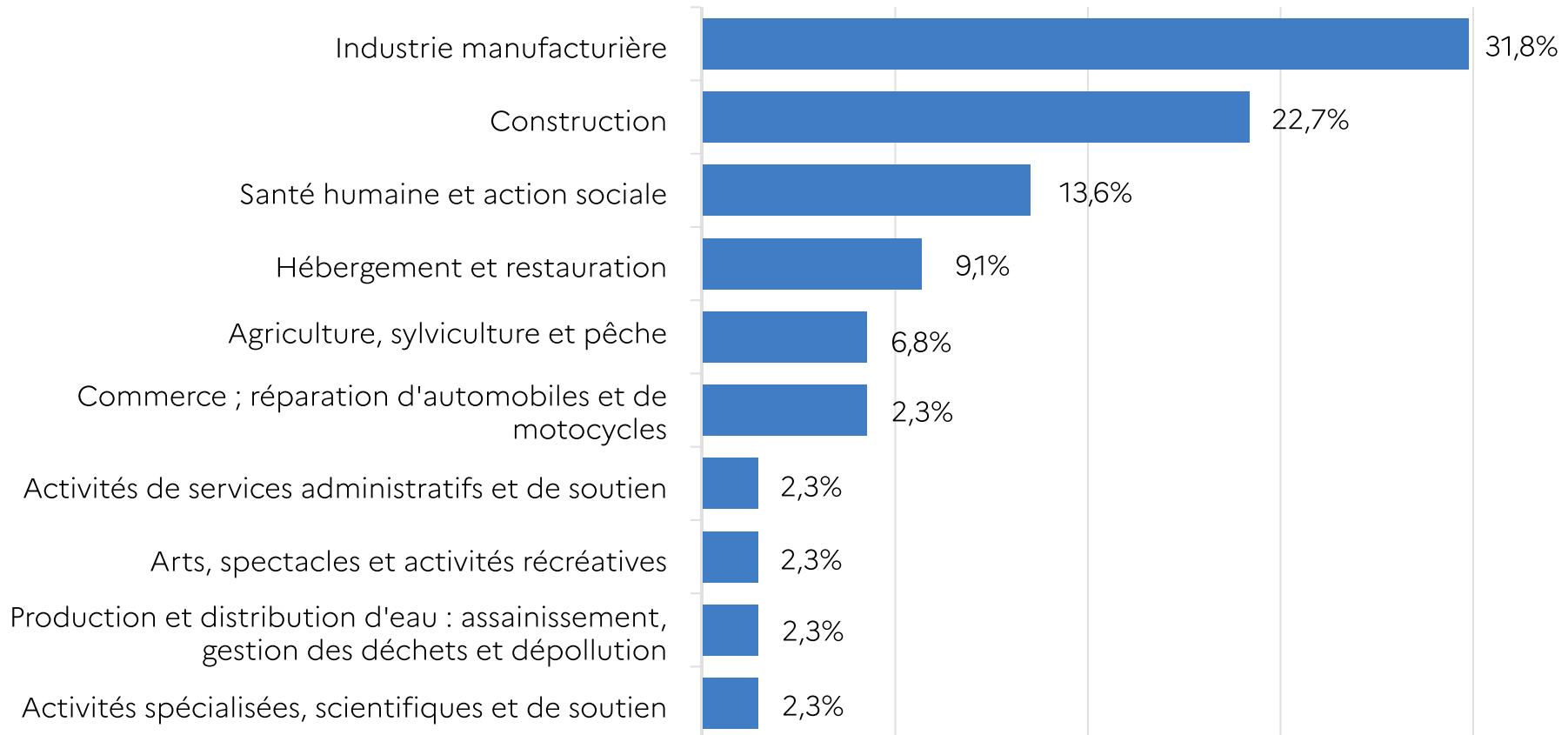
**274 110** euros pour les heures indemnisées

 À COMPTER DU 1ER NOVEMBRE 2024

 Répartition des demandes



## Répartition des demandes par secteur d'activité

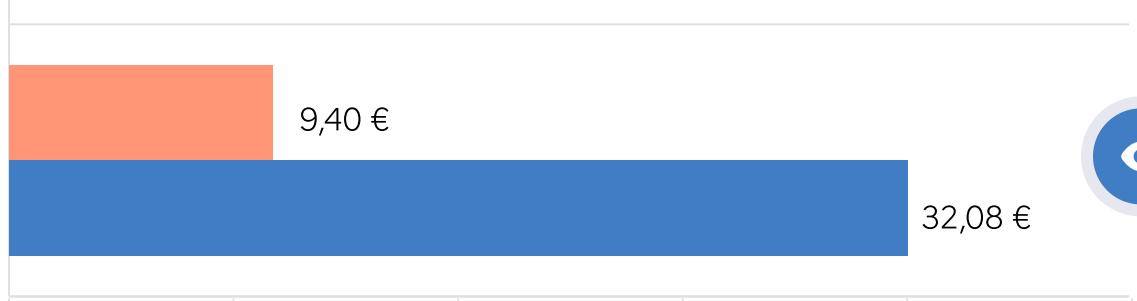


X

Allocation  
versée à  
l'entreprise (par  
heure chômée)



Indemnité  
versée aux  
salariés (par  
heure chômée)



● Valeur plancher

● Valeur plafond



## Activité partielle de droit - le quiz

### Quelles affirmations sont vraies ?

You can select more than one answer

Le dispositif permet de réduire l'horaire de travail

Le dispositif permet de fermer temporairement un établissement ou une partie d'un établissement

Un employeur peut recourir à l'activité partielle pour anticiper une baisse d'activité prévue dans trois ans

Send

# Organisation d'une conférence

**Le thème : « Agissements sexistes et harcèlement sexuel en entreprise : comment réagir ? »**



Le **25 novembre 2024**, l'Observatoire Départemental d'analyse et d'appui au Dialogue Social et à la négociation (ODDS) a souhaité permettre aux entreprises et aux représentants du personnel des <sup>1</sup>TPE et PME<sup>2</sup> de mieux appréhender cette thématique.

Cette action s'inscrit dans le cadre de la politique publique au travers du plan pluriannuel interministériel pour **l'égalité entre les femmes et les hommes 2023-2027**.



**L'ODDS a confié au cabinet EGAE la mission d'accompagner les participants :**

- Guider pour mieux identifier les comportements et les situations
- Guider afin de savoir comment réagir



**Manifestation du 25 novembre 2024**

**41** participants



<sup>1</sup>TPE : Très petites entreprises

<sup>2</sup>PME : Petites et moyennes entreprises

X

## Manifestation



## Organisation d'une conférence par l'ODDS - le quiz

Qu'a confié l'ODDS au cabinet EGAE ?

La surveillance de la manifestation

L'organisation de la manifestation

Aider les participants à identifier les comportements et les situations pour bien réagir lorsqu'ils sont témoins voire victimes

Send

# Accompagnement des agriculteurs face aux aléas climatiques par la mobilisation de l'ISN\*

L'État a versé l'ISN aux agriculteurs ayant subi une perte de récolte sur leurs cultures non assurées suite aux épisodes de gel et d'excès d'eau survenus en 2024. La Direction départementale des territoires (DDT) reçoit les dossiers de demande d'indemnisation.

Le préfet a introduit une **demande de reconnaissance** pour toutes les productions sinistrées : céréales, oléoprotéagineux, arboriculture, petits fruits rouges et apiculture.



**arrêté du 20  
décembre 2024**

approbation de la demande  
de reconnaissance



**Aléas exceptionnels**



**30 visites  
d'exploitations**

pour constater les  
dommages subis



**200 demandes  
d'indemnisation**

parvenues à la direction  
départementale des  
territoires, depuis l'arrêté

X

## Dégâts sur les exploitations



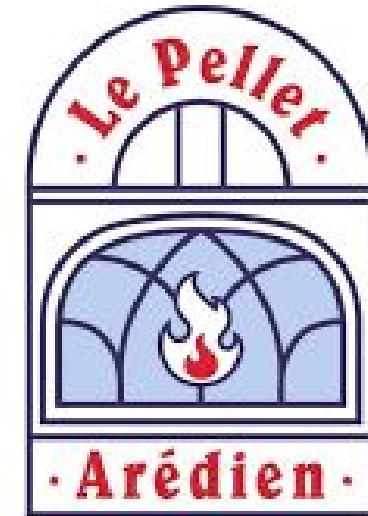
# Entreprise d'insertion Le Pellet Arédién

Fin 2023, le PDG de l'usine Clôtures et Piquets de Saint-Yrieix-la-Perche a proposé aux services de l'État la création d'une [entreprise d'insertion](#) visant à trouver une utilisation aux déchets de bois de son entreprise.

Les entreprises d'insertion proposent l'accès à l'emploi et un accompagnement socioprofessionnel à des [personnes éloignées de l'emploi](#).



Agrée le 1er août 2024



## Objectifs :

- Accompagner, resocialiser, redynamiser et requalifier les personnes les plus éloignées de l'emploi
- Permettre aux travailleurs de construire leur parcours professionnel pour leur garantir un accès ou un retour durable dans le monde du travail

2 personnes ont été salariées sur les postes ouverts à l'insertion

10 263 € d'aide au poste de l'État

23 681 € d'aide au poste de l'État pour le renouvellement des postes en 2025



X





## Entreprise d'insertion Le Pellet Arédien - le quiz

Combien y a-t-il eu de salariés en parcours d'insertion à temps plein ?

6

8

2

Send



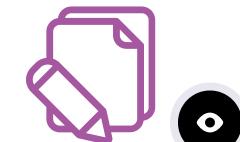
## Co-portage France Services



À moins de 20  
mins



Entièrement  
gratuit



4/5 démarches résolues  
au 1<sup>e</sup> passage

Intervention de Monsieur Aurélien Adamski, sous-préfet de Rochechouart et de Marilyne Coulaud et Taïna Visse, agentes à l'accueil du France Services de Rochechouart



## Avec France Services, je peux



Déclarer mes revenus



Renouveler mes papiers d'identité



Établir ma carte grise



Créer une adresse mail



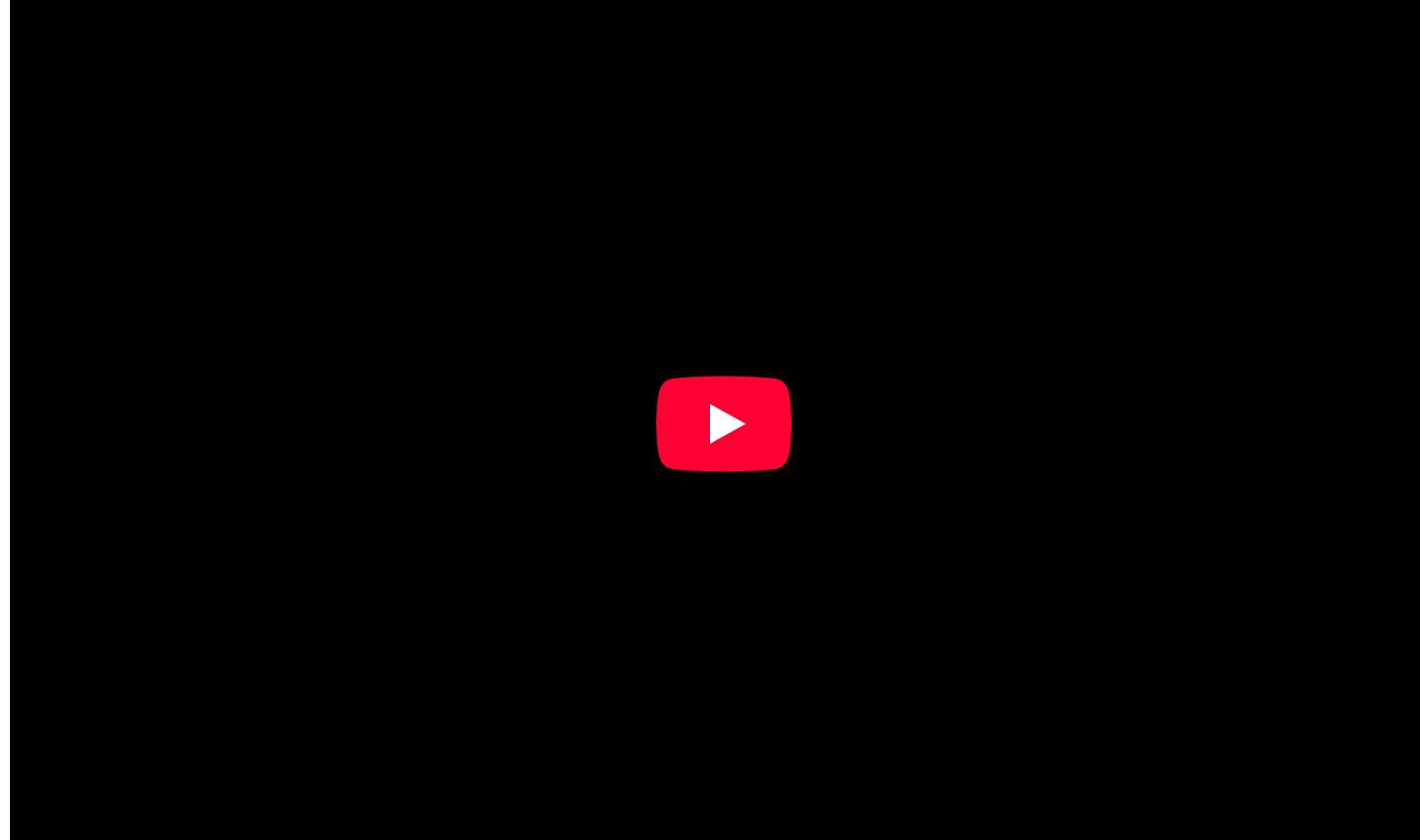
Faire une demande d'allocation logement ou familiale



Préparer ma retraite



## Le contrat de ville 2024-2030



Intervention de Mélanie Bernadac, déléguée du préfet pour la politique de la ville



## **Les 9 quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)**

- Portes-Ferrées
- La Bastide
- Le Sablard
- Beaubreuil
- Val De L'Aurence Sud
- Val De L'Aurence Nord
- Les Coutures
- Bellevue
- Le Vigenal



## France 2030



Intervention de Laurent Montbrun, secrétaire général de la Haute-Vienne



# Le Pass'Sport

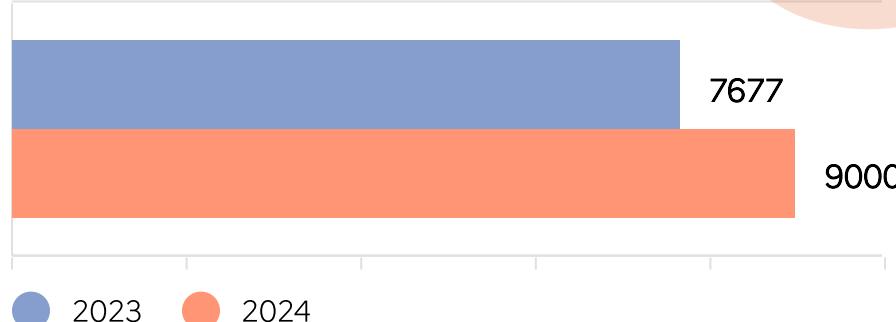
<https://pass.sports.gouv.fr/>



Le Pass'Sport est une aide de **50 euros** pour financer une partie de **l'inscription sportive** à plus de **6.5 millions de jeunes**. Il est valable dans plus de **85 000 clubs** et salles de sport partenaires. Le dispositif est porté par l'**État** et déployé par le **ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative** et permet de soutenir la pratique sportive des jeunes.

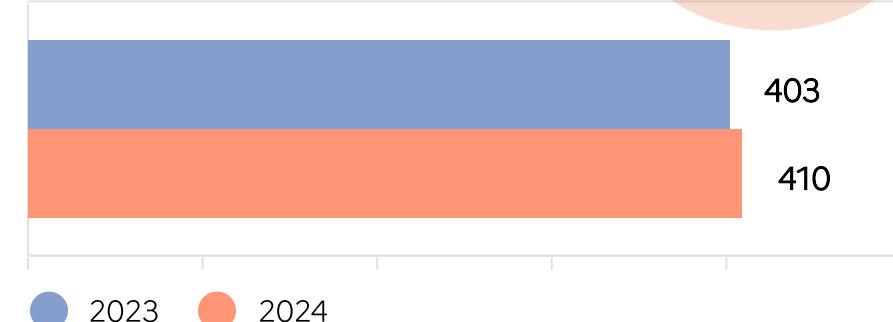


## Bénéficiaires



+ 17%  
+ 1323 Pass'Sport

## Structures



+ 2%  
+ 7 structures



<https://pass.sports.gouv.fr/>



## Le Pass'Sport - le quiz

À combien s'élevait le montant de l'aide pour financer une partie de l'inscription sportive ?

50 euros

60 euros

80 euros

40 euros

Send

## Le Guid'Asso

<https://guidasso-nouvelleauquitaine.fr/>



Guid'Asso est un service de proximité, un réseau d'appui à la vie associative locale, né de la volonté de rendre l'accompagnement des associations visible, visible et accessible, à travers la structuration et la coordination d'un réseau multi-acteurs.

Tout acteur associatif, qu'il soit bénévole, salarié ou porteur de projet, peut trouver sur son territoire des informations accessibles et gratuites et bénéficier d'un accompagnement d'experts du monde associatif.



### 4 missions complémentaires



### Répartition

Bilan



**Guid'Asso**  
Réseau national d'appui



**F.O.L. 87**  
Fédération des Oeuvres Laïques

Dispositif géré par le SDJES\* 87, en coanimation avec la Ligue de l'enseignement - FOL 87



Rencontres associatives à Limoges



Rencontres associatives « rurales » à Ambazac et Naxon



\*SDJES : Service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports

X

## Bilan 2024

**+100**

sollicitations individuelles recensées  
dans les structures labellisées

**22**

formations de  
bénévoles

**334**

bénévoles  
formés

Les évènements « Guid'Asso » ont rassemblé une **soixantaine de bénévoles** (quarantaine d'associations) et une **vingtaine de partenaires**.



## 4 missions



**Guid'Asso**  
Orientation



**Guid'Asso**  
Accompagnement généraliste



**Guid'Asso**  
Information



**Guid'Asso**  
Accompagnement spécialiste



X

i

## Répartition

En Haute-Vienne, Guid'Asso est piloté par le SDJES, en coopération avec la Ligue de l'enseignement - FOL 87 pour animer le réseau.



\*Associations, communes, intercommunalité, établissements publics



## Guid'Asso - le quiz

### Quelle sont les bonnes affirmations ?

You can select more than one answer

C'est un service gratuit et accessible

Tout acteur associatif peut bénéficier de l'aide de Guid'Asso

Il y a une contrepartie à payer

Tout le monde ne peut pas accéder au service

Send

## Subvention pour l'acquisition d'un orgue sensoriel au Conservatoire à rayonnement régional de Limoges

La Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) a participé au financement d'un orgue sensoriel au travers du Fonds d'accessibilité. L'objectif était de donner accès à la pratique artistique à des personnes en situation de handicap lourd.



**8000 €** d'aide



**Dans quel contexte ?**



Orgue sensoriel

+ Info



## Résidence Accueil



Portée par l'UDAF 87\* à Bellac depuis 2017, la **Résidence Accueil** est conçue pour offrir un lieu de vie adapté et sécurisé aux personnes souffrant de troubles psychiques, favorisant ainsi leur **inclusion sociale** et leur **autonomie**.

Elle accueille des hommes et des femmes de plus de 18 ans souffrant d'un handicap psychique stabilisé et aux revenus précaires. Les résidents sont accompagnés par des **professionnels médico-sociaux** dans leur vie quotidienne, en fonction de leurs besoins.

**déjà 103 places** en pensions de familles ou résidences accueil fin 2021

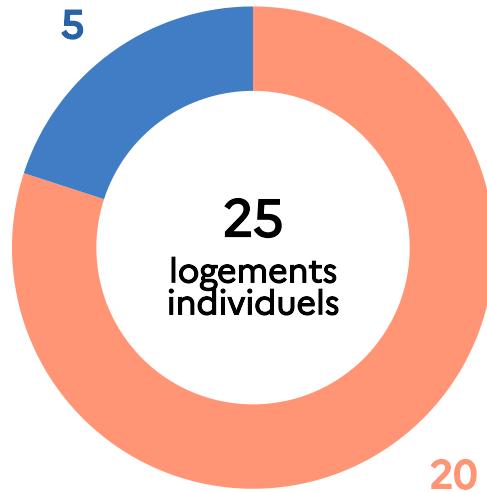
**à 165 places** portées en 2025

**Le 30 septembre 2024, la résidence-accueil « Les 3 sources » a été officiellement inaugurée par Monsieur le Préfet.**

+ Infos



X



● Appartements sur le site collectif  
avenue Georges-Pompidou

● Logements en diffus à Bellac



Financement de  
2 230 000 €



Subvention de  
177 937,50 €



Logement collectif de  
110 m<sup>2</sup>



## La résidence d'accueil « Les 3 sources » - le quiz

Quand la résidence a-t-elle été inaugurée ?

30 septembre 2024

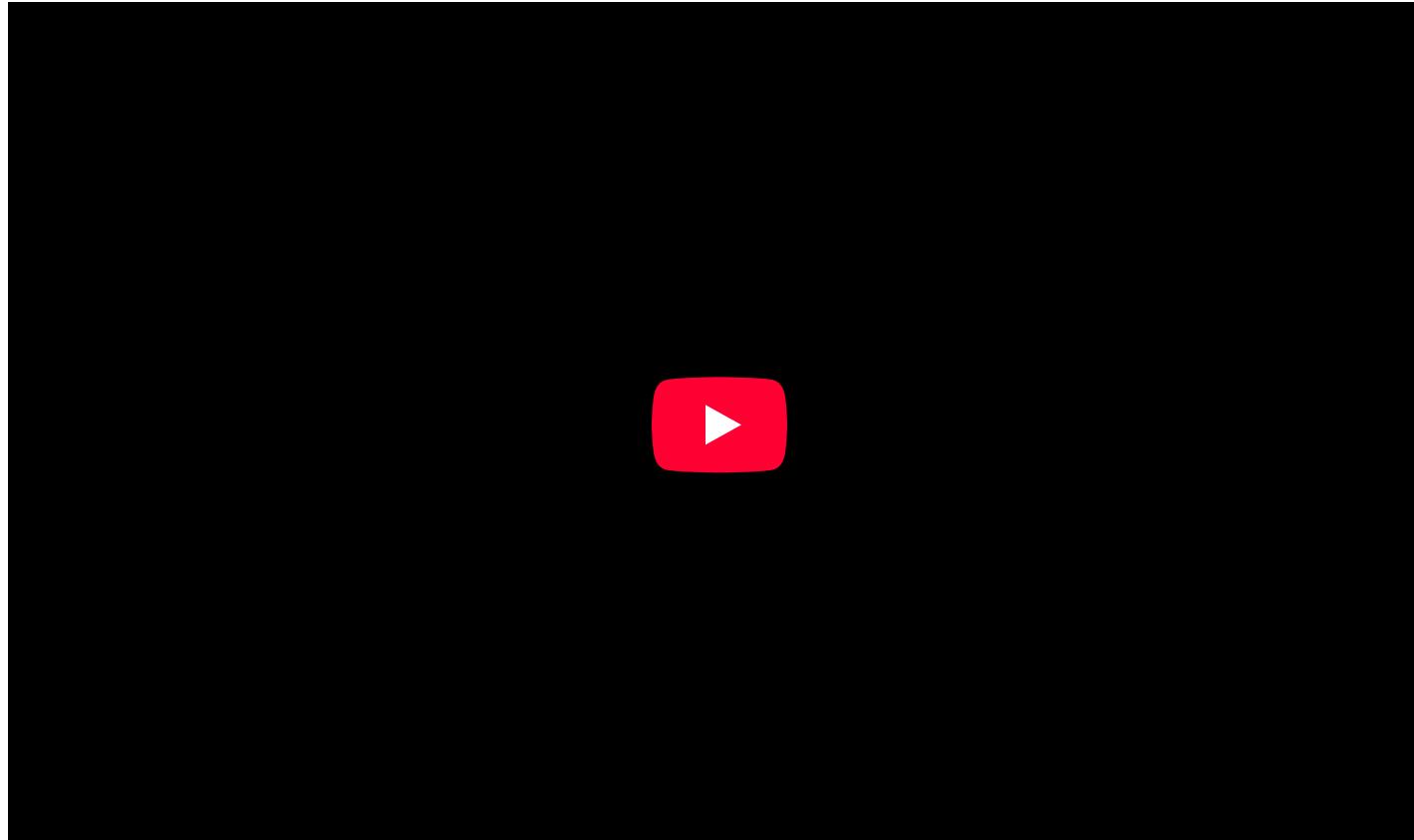
30 septembre 2021

30 septembre 2017

Send



## Opération violentomètre



Intervention de Sophie Raix, déléguée départementale en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes

# Soutien aux librairies

La Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) a aidé à la **création de librairie** et a **sensibilisé à la fréquentation des librairies indépendantes** pour les collégiens et les lycées. La DRAC a accompagné financièrement et techniquement le dispositif.

## Librairie d'Ambazac

### Comment l'État a aidé ?

- En conseillant sur les partenariats dans la zone de chalandise\*
- En finançant le contrat de filière

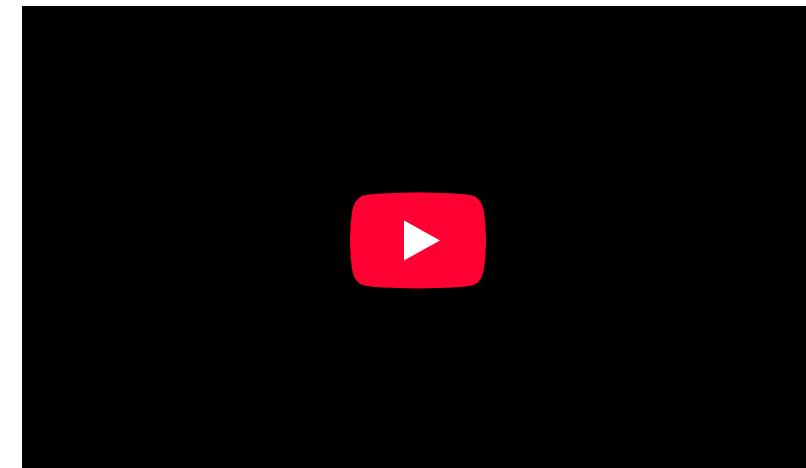


FINANCEMENT DU  
CONTRAT DE FILIÈRE

## Jeunes en Librairie

### Comment l'État a aidé ?

- En liant établissements scolaires, rectorat, conseil départemental et librairies indépendantes
- En choisissant des classes bénéficiaires
- En finançant 30% des chèques livre remis aux élèves pour l'achat de livres lors de la visite en librairie

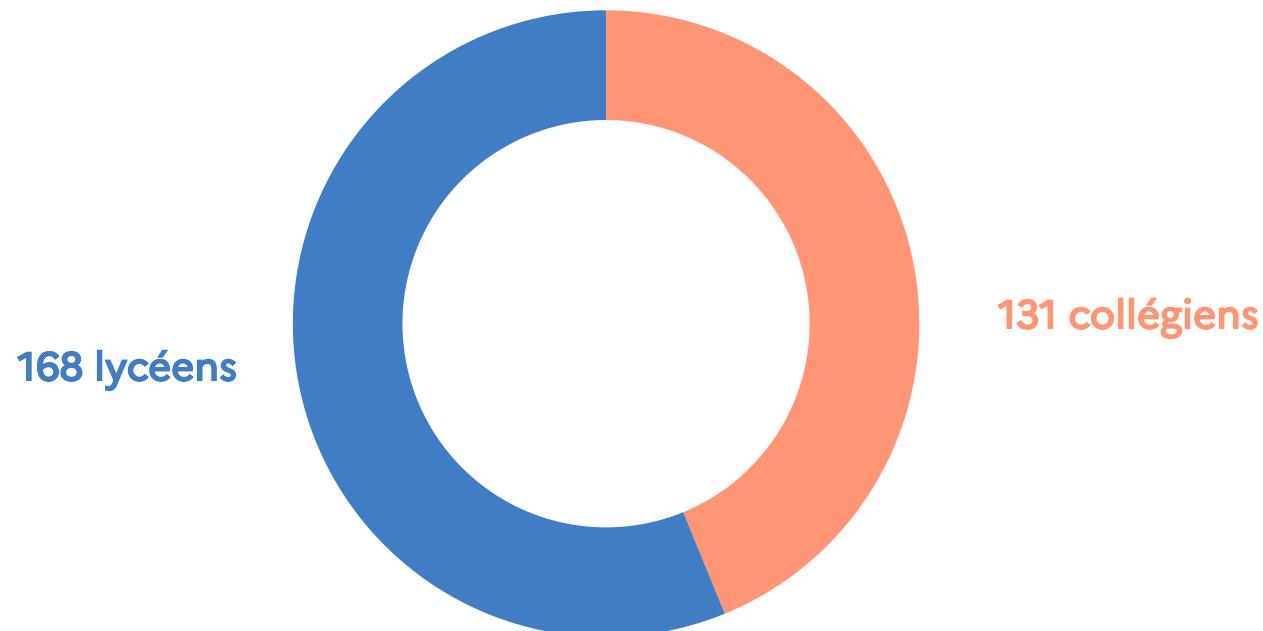


Bilan des jeunes

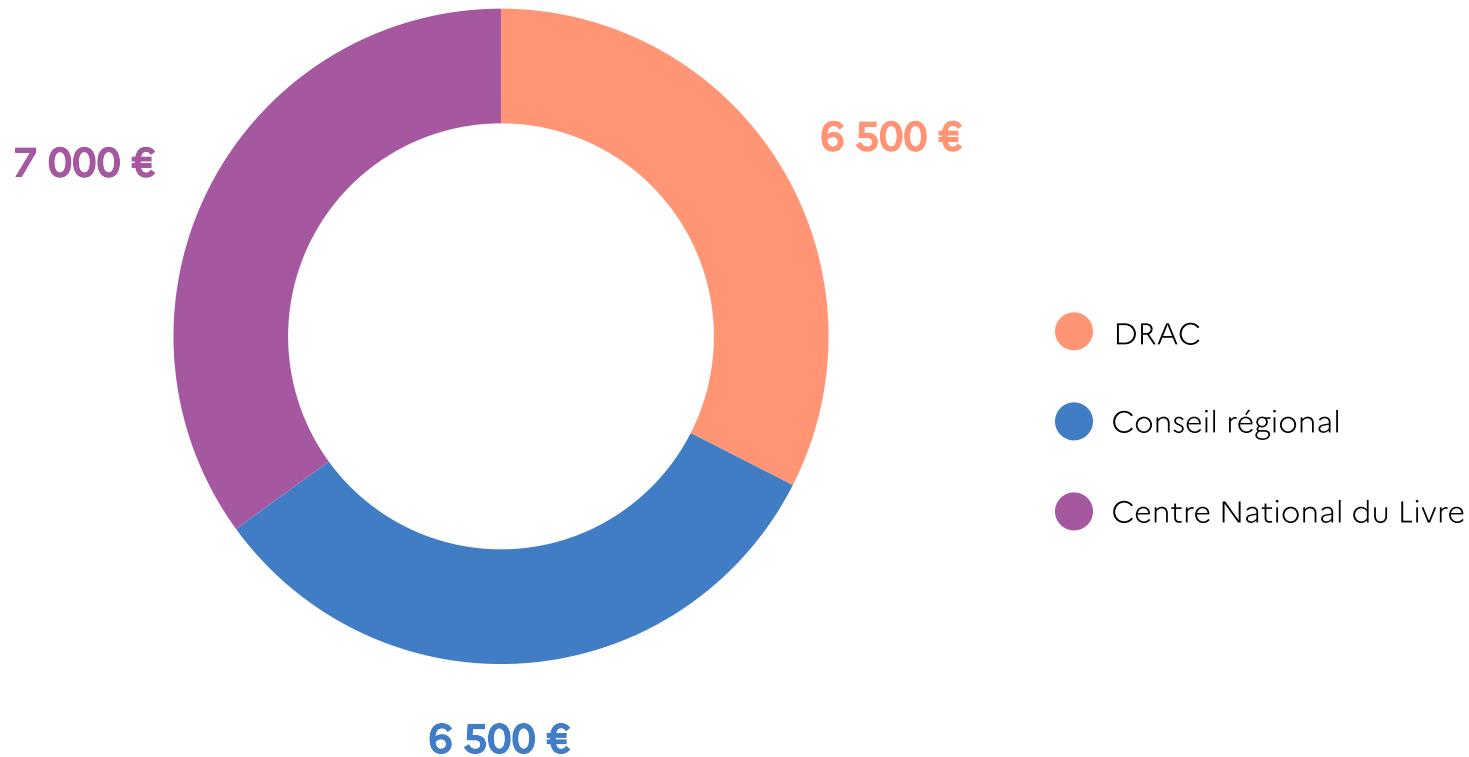
\*Zone de chalandise : secteur immédiat autour d'un commerce, où se trouve la majorité de sa clientèle régulière

X

## Nombre de jeunes rendus en librairie



## Parts des financement dans le cadre du contrat de filière



# Première réunion d'un CLU<sup>1</sup> élargi dédié aux politiques prioritaires du gouvernement

Le baromètre de l'action publique, « **Ce qui change pour moi** », est l'outil de communication utilisé par le gouvernement sur ses politiques prioritaires<sup>2</sup>. Il permet aux Français de connaître l'état d'avancement des chantiers prioritaires du gouvernement, répondant aux **quatre axes** fixés par le président de la République.



## Objectifs posés par le président de la République :

- Transparence des résultats de l'action de l'État dans les territoires
- Visibilité de ces résultats dans la vie quotidienne



## + Chiffres clés



Réunion à la préfecture, sous la présidence du préfet

## Réunion le 23 septembre 2024 pour :



Rendre compte au public de l'action des services de l'État pour les politiques prioritaires publiées au baromètre



Valoriser l'action des services

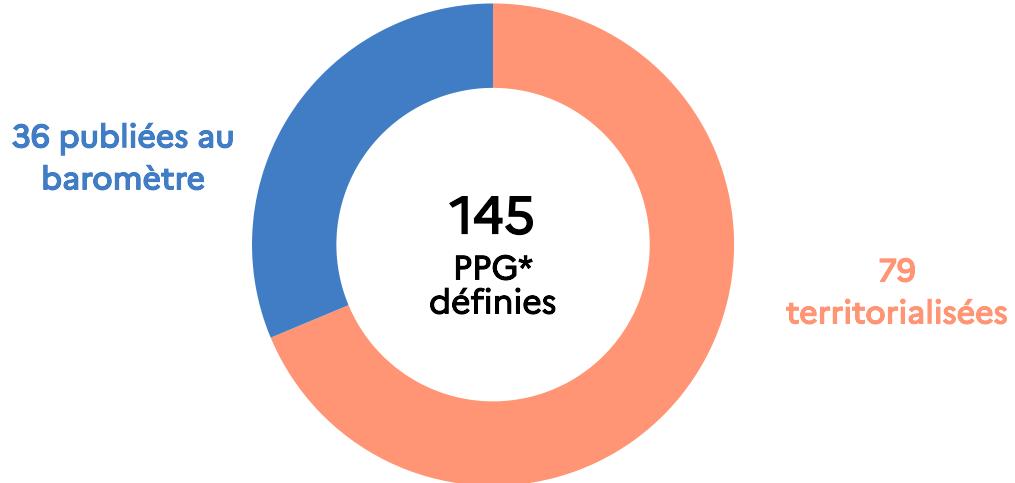


Expliquer les difficultés rencontrées et détailler le plan d'action mis en place pour inverser la tendance

<sup>1</sup>CLU : comité local des usagers

<sup>2</sup>Politiques prioritaires du gouvernement : actions que le gouvernement décide de mettre en avant en priorité

X



20

indicateurs sélectionnés par le préfet, illustrant les résultats du déploiement en Haute-Vienne de 15 PPG publiées au baromètre

\*PPG : politiques prioritaires du gouvernement



## Réunion d'un CLU élargi sur les politiques prioritaires du gouvernement - le quiz

Combien d'indicateurs ont été sélectionnés par le préfet ?

15

36

20

Send

# Convention partenariale d'Oradour-sur-Glane

Un partenariat renouvelé pour la restauration et l'entretien du site mémoriel d'Oradour-sur-Glane

Le conseil départemental de la Haute-Vienne, la mairie d'Oradour-sur-Glane, le Centre de la mémoire et l'Association nationale des familles de martyrs ont signé une **convention partenariale** historique le **10 décembre 2024**. Cette initiative vise à **sauvegarder et transmettre la mémoire** du massacre d'Oradour-sur-Glane.



## La convention inclut :

- Un changement de doctrine\* pour la conservation des ruines
- La rénovation du centre de la mémoire, le renouvellement de la signalétique et l'amélioration du traitement des objets
- Le développement d'une application mobile pour les visiteurs
- La mise en place d'un comité partenarial biannuel pour gérer les questions relatives au site



Signature à la mairie d'Oradour-sur-Glane



Entretien du village martyr

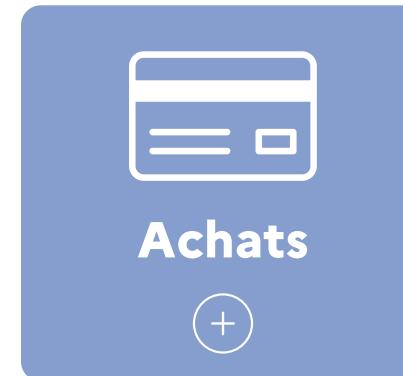
\*Doctrine : ensemble de croyances, d'opinions, de prises de position, ou de principes de base sur lesquels s'appuient une stratégie et des plans d'actions



# Transition écologique aux Finances Publiques

La Direction générale des finances publiques (DGFIP) a élaboré un [plan de transition environnementale](#) avec la démarche ECOFIP afin de [protéger l'environnement](#) et de [lutter contre le réchauffement climatique](#) de la DGFIP. Elle s'est appuyée sur le plan de transition environnementale BeGES\*, une méthode d'estimation des émissions de gaz à effet de serre directes et indirectes.

**Quelques actions ont été réalisées en 2024 par la DGFIP :**



\*BeGES : Bilan des émissions de gaz à effet de serre

## Objectifs :

- Intégrer de la dimension environnementale aux achats
- Consommer moins et mieux, pour produire moins de déchets et d'émission de CO<sub>2</sub>
- Réduire les quantités de papier acheté et jeté de 5%/an
- Informer les agents sur les impacts environnementaux de la restauration et accompagner les prestataires dans l'évolution des pratiques

## Réalisations :



50%

Respect du tri à la source 8 flux (métal, papier, verre, plastique, bois, fraction minérale, plâtre, textile)



48

Dons de biens pour des associations ou d'autres organismes



-5%

Pour le papier acheté et jeté : objectif atteint

## Objectifs :

- Réhabilitation poursuivie du Centre des Finances Publiques Cruveilhier à Limoges
- Coût d'ouvrage du projet de réhabilitation dans le cadre du plan de relance de l'État :  
**10,153 millions d'€**
- Haut niveau de performance énergétique :  
**51% de consommation énergétique**  
**72% d'émission de gaz à effet de serre**
- Recyclage et réemploi de matériaux
- Pose de bornes électriques
- Désamiantage, isolation, création d'open-spaces et densification

## Réalisations :



Rénovation de la zone d'accueil du public

Rénovation du restaurant administratif

Livraison de nouveaux espaces de travail (densification)

Gain de **52,37%** en énergie finale

Gain de **74,1%** en gaz à effet de serre

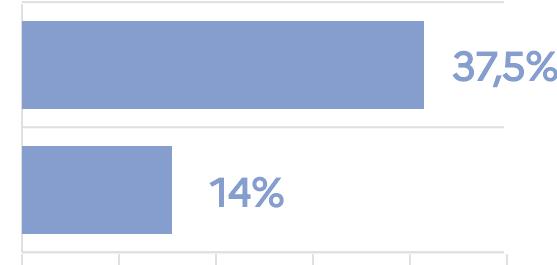
## Objectifs :

- Compter au moins 37% de véhicules électriques
- Baisser la part de voitures thermiques dans les déplacements domicile-travail de 10% d'ici 2026
- Optimiser l'utilisation du parc automobile avec le logiciel ODRIVE
- Verdier et mutualiser le parc automobile
- Réaliser un plan de mobilité
- Travailler avec les autres acteurs du territoire pour limiter l'impact des déplacements
- Accroître la part des mobilités douces

## Réalisations :



2024



2023





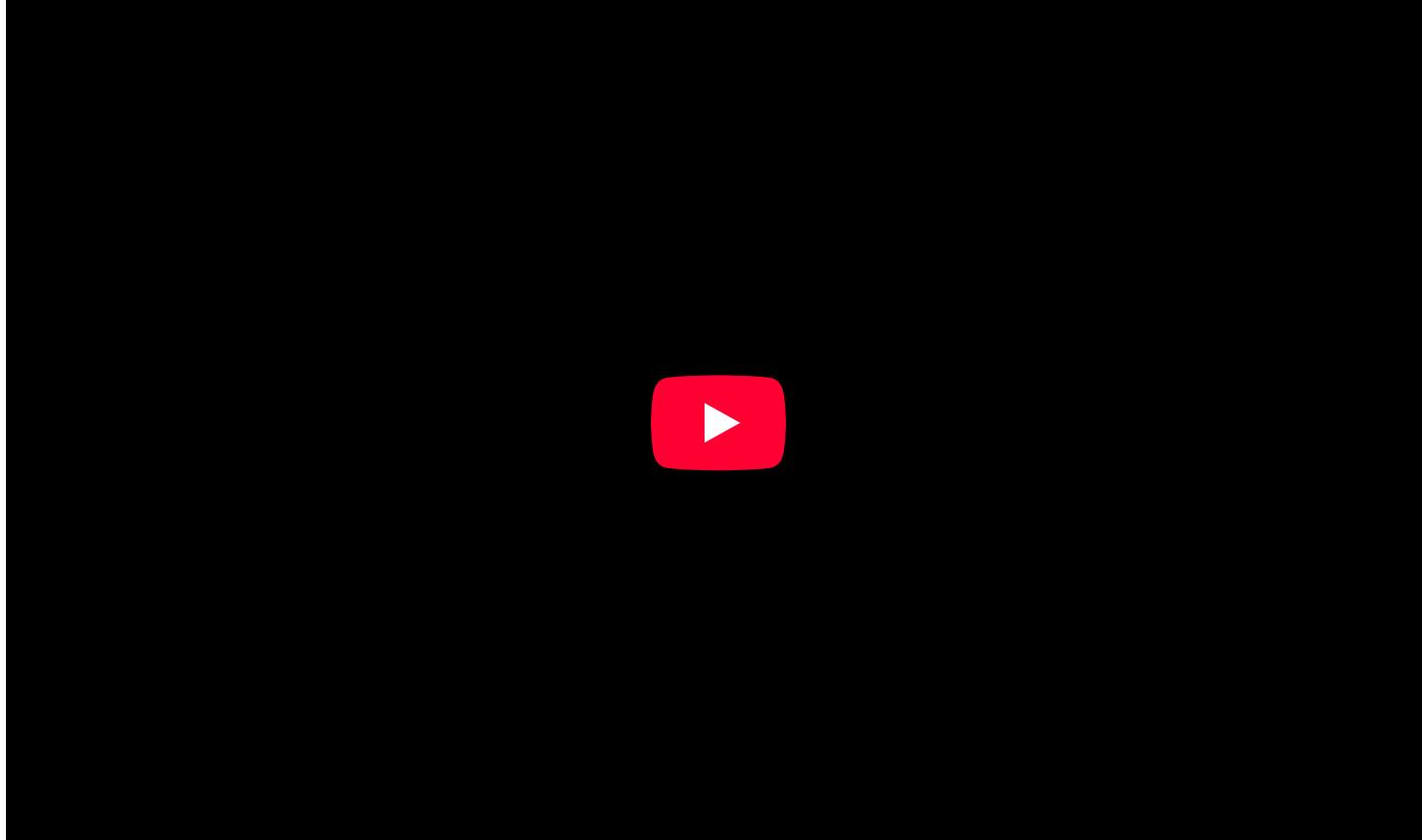
## Mission handicap



Intervention de Madame Françoise Slinger-Cecotti, sous-préfète de Bellac



## Écoresponsabilité



Interventions de Chantal Soubrier, directrice du secrétariat général commun  
départemental, Emeline Guagliata, cheffe du service achat/immobilier et logistique et son  
apprentie Camille Gayot